



CULTUR'ACT

**Renforcer les capacités citoyennes
par la culture et la créativité**

(Sous la coordination de France HUART)

Cahier n° 33 - Décembre 2024

Actes de la Conférence finale du projet européen
CULTUR'ACT. Renforcer les capacités citoyennes par la culture et la créativité, Charleroi, 15 juin 2023

Table des matières

I	Introduction 3 3	
	• Christine STEINBACH	
II	CULTUR'ACT : contexte, constats et présentation du projet 6	
III	Analyse	
	1. Pratiques culturelles et artistiques: quelle place dans la lutte pour la réduction des inégalités? 8	
	• Jean BLAIRON	
	2. Questionnements et réflexions 15	
	• Christine MAHY	
	3. Débat 20	
IV	Sur le terrain : point de vue des associations et des OC du MOC	
	1. Riposte féministe: ne plus laisser faire, ne plus laisser passer 26	
	• Manon LEGRAND	
	2. Extrême droite et racisme : des actions et des jeux pour les faire reculer 28	
	• Malika BOURBOUSE	
	3. Lutter contre l'extrême droite: un enjeu « grandeur nature » 31	
	• Juliano FERREIRA DE SOUZA	
	4. Be Creative. Reprendre la parole par la créativité..... 35	
	• Manon LEGRAND	
V	En guise de conclusion: éducation permanente, créativité et démocratie 37	
	• Dominique DECOUX	
VI	Pour en savoir plus : aperçu bibliographique 39	

1. Introduction: renforcer les capacités citoyennes par la créativité, l'art et la culture

Christine STEINBACH • Directrice du CIEP

La journée d'étude *Cultur'Act. Renforcer les capacités citoyennes par la culture et la créativité* du 15 juin 2023 avait pour objectif d'analyser mais aussi d'expérimenter concrètement comment l'art, la créativité et la culture renforcent les capacités citoyennes. Elle s'est déroulée dans un lieu, le Quai 10 à Charleroi, qui fait un clin d'œil au thème, puisque ce lieu inédit associe cinéma, vidéo et brasserie, tout en développant un projet pédagogique d'approche du média vidéoludique avec un point de vue critique et créateur, dans une optique d'éducation permanente.

La culture, qu'est-ce que cela recouvre ?

En relisant un Cahier du CIEP publié en 2014 sur le thème des droits culturels¹, certaines réflexions ont émergé que je souhaite partager en introduction.

La première réflexion émane de Jean Blairon. Il rappelle qu'à l'époque où nos sociétés sont entrées dans la modernité, elles ont développé la faculté de produire, plus que de « simplement » se reproduire, sans une référence transcendante et impérative, comme la loi de Dieu. Pour l'illustrer, il se réfère à un héros d'un roman de Balzac, *Le médecin de campagne*. Ce brave homme, médecin, maire et entrepreneur, explique ceci : « Certes je crois avoir assez prouvé mon attachement à la classe pauvre et souffrante, je ne saurais être accusé de vouloir son malheur ; mais tout en l'admirant dans la voie laborieuse où elle chemine, sublime de patience et de résignation, je la déclare

incapable de participer au gouvernement. Les prolétaires me semblent les mineurs d'une nation, et doivent toujours rester sous tutelle. Ainsi, selon moi, messieurs, le mot élection est près de causer autant de dommage que n'en ont fait les mots conscience et liberté, mal compris, mal définis et jetés aux peuples comme des symboles de révolte et des ordres de destruction ». Selon ce « bienfaiteur capitaliste » comme le désigne malicieusement Jean Blairon, les prolétaires sont par nature incapables de gouverner et au contraire, sont voués à rester à leur place et à obéir. Cette conviction d'un certain ordre naturel des choses est évidemment d'autant plus prégnante qu'elle est bien utile aux forces dominantes. Ce que le capitalisme a pu dire des travailleur·ses comme dans l'exemple cité, le patriarcat ne l'a-t-il pas dit en outre des femmes (qui font d'admirables mères, mais doivent rester sous tutelle et à disposition), le racisme des étranger·ères (avec la supposée infériorité naturelle de la race) ? Si les propos du médecin de campagne de Balzac font sourire aujourd'hui, c'est parce qu'un long chemin a été parcouru depuis...

La deuxième réflexion que je voulais partager concerne ce long chemin : un parcours culturel qui ne consiste pas seulement à acquérir des pans de culture d'une communauté pour pouvoir s'y insérer en tant que personne (comprendre ses codes, son langage, ses institutions, ses pratiques, etc.) ; mais est avant tout le produit de l'action collective : nous sommes des acteurs et actrices de l'invention des multiples objets « techniques » (au sens très large du terme qui va d'un outil de jardinage à l'élaboration d'un texte légal) créés par nos sociétés modernes.

¹ *Au(x) sujet(s) des droits culturels. Actes de la journée d'étude du CIEP du 21 novembre 2014*, Bruxelles, CIEP Asbl, 2015 (Les cahiers du CIEP, n°18) (en ligne) www.ciep.be/images/publications/CahierCIEP/Cah.Ciep18.pdf

Par le biais de l'éducation populaire (permanente en Belgique francophone), nous construisons une parole collective à partir du croisement des expériences de vie que nous partageons avec d'autres. Ce partage, c'est-à-dire l'expression de cette expérience permet une mise à distance (là où auparavant il n'y avait qu'une mise à disposition) pour comprendre, analyser, situer de ce qui nous arrive, désigner ce qui nous apparaît juste ou injuste, comme le souligne Majo Hansotte, et produire tantôt des exigences politiques tantôt des initiatives alternatives à expérimenter pour transformer la société.

J'ai dit « *là où auparavant il n'y avait qu'une mise à disposition* » parce qu'à l'époque de Balzac, l'idée même que l'on puisse oser le conflit là-dessus révoltait encore le sens. La vérité est que ce conflit reste essentiel, dans le monde du travail, où l'exigence de flexibilité enfle sous prétexte d'efficience et de compétitivité. Que ce soit dans le domaine des droits des femmes, au moment où beaucoup pensent encore que ça se passait mieux quand les femmes restaient dans l'ombre. Que ce soit dans le domaine des droits des migrant·es, en particulier des sans-papiers, travailleur·ses exploité·es sans reconnaissance de leur simple droit à l'existence. Ou encore dans le domaine des droits du vivant, tant le capitalisme semble incapable de sortir du schéma où il tirera de notre planète jusqu'à la dernière goutte de pétrole ou de sang.

Au cœur des droits culturels

Identifier, formuler, oser le conflit (au sens démocratique du terme) est au cœur des droits culturels, dont découlent les autres droits, politiques sociaux, économiques et environnementaux. La culture que nous construisons jour après jour, luttés après luttés pour gagner de l'émancipation à la fois individuelle et collective, pour changer le monde, est le résultat d'une bataille culturelle constante. Nous luttons contre l'exploitation des travailleur·ses, des femmes, des migrant·es, du vivant... mais l'exploitation est une culture de la même façon que le racisme, le nationalisme, l'esclavagisme, le machisme... sont des cultures : des systèmes de références développant des argu-

ments pour expliquer et convaincre de la légitimité d'une forme d'asservissement ou de plusieurs. Pour Roland De Bodt, de l'Observatoire des politiques culturelles à la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), la culture n'est pas en soi synonyme ou garantie du bonheur des peuples et des individus. Par exemple, l'utilisation du terme « humain » : la seule espèce qui peut aussi bien être parfaitement inhumaine, c'est bien l'espèce humaine. Malheureusement, la culture de l'exploitation est historiquement dominante dans l'histoire de l'humanité.

Nous sommes donc actrices et acteurs d'une bataille culturelle majeure, à chaque fois que les processus d'éducation populaire, partant des réalités de vies des classes dominées parviennent à formuler des visions collectives de ce qui est juste et que nous voulons défendre, contre toutes les formes d'asservissement ou d'assujettissement des individus et des populations. En ces temps d'enchevêtrements de crises, en ces temps aussi de perplexité démocratique mais aussi de luttes pour la démocratie, il est plus nécessaire que jamais de soutenir, de susciter, d'encourager, de renforcer l'expression, à la fois des réalités de vie parce que les classes populaires subissent les effets cumulés de ces crises entremêlées, mais aussi des revendications, des exigences de justice sociale, de prise en compte, d'égalité qu'elles portent.

Art, créativité et éducation populaire

L'art et la créativité sont de longue date de précieux alliés des trajectoires d'éducation populaire, que ce soit dans les activités de citoyenneté (au sens du décret de l'éducation permanente) ou dans la formation des adultes ou encore à travers les campagnes de sensibilisation et d'interpellation.

La campagne du CIEP-MOC menée en collaboration avec PAC (Présence et Action culturelle, autre mouvement social) autour de la suppression en Belgique du statut de cohabitant·e est un exemple illustrant ce croisement. Dans le cadre de cette campagne, des témoignages ont été récoltés, des textes législatifs analysés et des outils d'appropriation construits... sachant bien que le

public visé en premier lieu ne sont pas ceux de nos mouvements sociaux, qui connaissent mieux que personne les effets de ce statut sur essentiellement les femmes. La cible, ce sont les politiques, les décideurs, les «pas concerné·es» qui en fait ne sont peut-être que des «pas encore concerné·es aujourd'hui». Par le biais d'une pièce de théâtre co-construite sur le sujet avec le Théâtre Croque-mitaine, *COHABICATA*, la diffusion et les débats se sont poursuivies dans nos régions. Ce n'est qu'un exemple d'action parmi tant d'autres.

Clôture d'un projet européen

Cette journée d'étude constitue aussi la conférence finale du projet européen réalisé dans le cadre de Erasmus +, intitulé: CULTUR'ACT. Avec nos différents partenaires européens, une série d'outils artistiques et culturels ont été déve-

loppés pour répondre aux besoins exprimés par des groupes vulnérables en mobilisant l'art et la créativité.

Ce Cahier propose la présentation du projet CULTUR'ACT. Ensuite, Jean Blairon et Christine Mahy questionnent le rôle des pratiques culturelles et artistiques aujourd'hui dans la lutte pour la réduction des inégalités. Quelques initiatives et outils créés dans le cadre de projet européen, au sein du mouvement, sont également présentés: à découvrir concrètement «Riposte» ou l'improvisation féministe (CIEP-MOC Charleroi-Thuin), « Utiliser des jeux pour mieux déconstruire l'extrême droite » (CSC-Diversité), Be creative (CIEP-MOC Hainaut WAPI).

Les conclusions sont développées par Dominique Decoux, présidente du CIEP et secrétaire générale du MOC. ■

II. CULTUR'ACT, intégration et empowerment grâce à l'art, la culture et la créativité : un projet européen, des objectifs et des ressources pédagogiques

À l'origine

Mené entre 2021 et 2023, pendant 24 mois, CULTUR'ACT a été initié et coordonné par le CIEP communautaire dans le cadre du programme éducatif soutenu par Erasmus+, programme de l'Union européenne qui œuvre notamment pour l'inclusion sociale.

Le projet CULTUR'ACT se base sur une série de constats observés sur le terrain de l'éducation permanente. Ces derniers ont mis en évidence l'importance aujourd'hui de l'emploi comme facteur d'intégration dans notre société. Pour ceux et celles qui sont éloigné·es de l'emploi ou en réinsertion, la mise à l'écart, la perte de repères et de ressources engendrent dans bien des cas une dégradation des images de soi, qui est en lien avec les images qu'elles se font d'elles-mêmes. Elles se trouvent dans un cercle vicieux qui s'autoalimente. Par exemple, les personnes en situation d'insertion ou éloignées de l'emploi valorisent très peu ou pas du tout leurs compétences et leur potentiel. Elles ont même tendance à se dévaloriser et à se refermer sur elles-mêmes. Bien souvent elles ont des difficultés à s'exprimer, à exprimer et argumenter leurs points de vue et ont aussi peur de le confronter à d'autres.

L'objectif du projet CULTUR'ACT vise à l'intégration et responsabilisation des publics éloignés de l'emploi, en développant leurs compétences personnelles, interpersonnelles et collectives par le biais de l'art, la créativité et la culture.

Le projet est destiné spécialement aux publics en insertion, éloignés de l'emploi. Leurs freins à l'emploi sont de plusieurs ordres (social, psychologique, comportemental; non adaptation aux codes et exigences du monde professionnel; n'ayant pas de connaissances des outils numériques et bureautiques; pas accès au recours aux droits pour différentes raisons). Afin qu'il·elles puissent plus facilement développer leurs compétences et se libérer, un climat de confiance, une harmonie de groupe doivent être mis en place afin que tous et toutes se sentent à l'aise et en confiance.

Les formateur·rices et animateur·rices travaillant dans des associations de réinsertion socio-professionnelle et dans le secteur socio-culturel avec ces publics particulièrement vulnérables recourent à des méthodes et des outils, notamment l'art et la créativité, qui constituent des leviers, qui permettent à leur public de retrouver confiance en lui et de valoriser leurs compétences. L'art, la créativité et la culture sont des médiateurs qui transforment leur vie, tout en développant leurs capacités et puissance d'agir individuelles et collectives (développement de la confiance en soi, mise en place et stimulation de réseaux, inclusion des autres, exploration et réalisation de défis pour la société dans son ensemble), de débloquer ces tensions et libérer leur parole pour s'ouvrir aux autres.

Les contenus et activités proposés par CULTUR'ACT visent à faire prendre conscience

que tous et toutes pouvons bénéficier de la culture. Grâce à la culture et la créativité, il est possible de débloquer des mécanismes de domination subis par ces personnes et de sortir de leur isolement, leur repli sur soi et sur leurs problèmes, afin d'exprimer, d'échanger entre elles ou face à un public sur différentes situations de leur vie, en passant aussi par des temps agréables, créatifs et joyeux pour rompre avec leur vécu difficile. Il a donc été proposé de partir des échanges entre elles sur des situations (difficiles) vécues, et par là même de retisser la partie de lien social mise à mal, par une relation de partage et de solidarité.

Une palette variée de partenaires européens

CULTUR'ACT s'est réalisé en étroite collaboration avec six partenaires belges et étrangers issus de six pays européens, à savoir au niveau belge : le CIEP Charleroi-Thuin et la CSC Diversités ; au niveau européen : l'Association de Gestion des Fonds européens (AGFE et FASOL-France), l'Associazione People Help the People (PHP-Italie), le Center for Social Innovation (CSI-Chypre), l'IASIS (Grèce) et le Kolegji Universum (Kosovo).

Ces partenaires ont collaboré ensemble pour développer de nouveaux outils en lien avec des besoins de publics vulnérables dans un cadre culturel et artistique, pour enrichir ce patrimoine,

mobiliser de nouvelles idées et collaborer avec des partenaires d'autres pays.

Des outils et des ressources disponibles gratuitement

Les outils réalisés dans le cadre du projet CULTUR'ACT comprennent les différents éléments suivants :

- **Un kit de formation** proposant des activités pour accompagner la réalisation de productions artistiques et culturelles (vidéo, photographie, théâtre, podcast...) ; mais aussi pour faciliter l'expression (narration numérique, documentaire vidéo, exposition photo...) et développer des compétences globales (étudier le monde, communiquer des idées, agir...);
- **Un guide méthodologique** destiné aux animateur·rices, aux formateur·rices et aux éducateur·rices d'adultes en réinsertion professionnelle ;
- **Sept spectacles** réalisés par les partenaires du projet avec leurs groupes respectifs en se basant sur leurs apprentissages. Ils sont disponibles sur des supports et médias variés.

La plateforme d'apprentissage éditée en libre accès gratuitement et accessible en cinq langues recense ces différents outils et ressources pédagogiques : <https://culturact.eu/about-project/> ■

III. Analyses

1. Pratiques culturelles et artistiques : quelle place dans la lutte pour la réduction des inégalités ?

Jean BLAIRON, asbl RTA

Nous avons été invités à nous rencontrer pour discuter deux prises de position¹ qui sont reliées : tout d'abord, l'art et la culture jouent un rôle fondamental dans l'émancipation individuelle et collective des citoyen·nes. Je pointe l'adjectif fondamental, qui indique un ordre de priorité : c'eût été autre chose de dire «peuvent jouer un rôle»; ensuite, les processus de création culturelle et artistique ont un véritable pouvoir de transformation des vies et du monde (je relève l'adjectif véritable qui postule une effectivité, un pouvoir réel).

Nous sommes donc amenés à réfléchir aux liens qui unissent l'émancipation et la transformation, ceux qui joignent l'individuel et le collectif et par voie de conséquence la transformation des vies et celle du monde. Ces prises de position et ces liens me sont d'emblée familiers et résonnent avec les prises de position de Michel de Certeau que l'on semble redécouvrir aujourd'hui; celui-ci s'élevait dès les années 1970 contre ce que la culture était occupée à devenir au nom du «développement culturel»: «*Une idéologie de la continuité et, en particulier, de l'invariabilité du système économique soutient le concept de développement et l'oppose à ceux de «révolution culturelle» ou de changements «structuraux»*»². Pour de Certeau, en effet, il s'agissait, à travers la pratique culturelle d'obtenir que «*des questions neuves dans la*

société trouvent une représentation [soient pourvues de sens que la pratique produit]»³.

De Certeau commente ainsi ce surgissement signifiant de questions neuves : «*On ne peut dissocier ici la volonté de comprendre l'environnement et la volonté de le changer. La «culture» en reçoit une définition: il n'est possible de dire le sens d'une situation qu'en fonction d'une action entreprise pour la transformer. Une production sociale est la condition d'une production culturelle*»⁴.

Cette conception de la pratique culturelle rejoint la volonté de transformation sociale, qui est posée comme la condition d'une production culturelle légitime. Pour autant, cette résonance, cette complicité des points de vue ne peut pas devenir un postulat : je vais essayer de discuter le fait que ce n'est pas en elles-mêmes ou d'office ou de toute évidence que les pratiques culturelles entraînent ces effets de transformation. Il me semble en effet que ce n'est qu'à certaines conditions que cette effectivité a une chance d'être au rendez-vous.

Je tenterai ce travail d'identification des conditions de la transformation sociale à propos d'une des dimensions de cette transformation : la lutte contre les inégalités, qui est aussi une lutte contre la domination.

1 Ce sont celles de l'invitation à la journée

2 M. DE CERTEAU, *La culture au pluriel*, Paris, Union générale d'éditions U.G.E., 1974, p. 233.

3 On ne peut que souligner ici l'écho avec la qualité que la charte associative attribue aux associations : «*En renforçant l'esprit critique, en favorisant l'émergence d'identités et de revendications collectives, en servant de relais entre les citoyens et les pouvoirs publics, les associations participent au renforcement de la démocratie (charte-associaive.be, lien rompu (sic))*»

4 M. DE CERTEAU, *op.cit.*, p. 248.

Sortir de l'économisme, redéfinir la lutte contre les inégalités

Attribuer un rôle fondamental aux pratiques culturelles dans l'émancipation signifie s'écarter au moins partiellement de l'économisme, qui fait du rapport économique (du rapport à la production) le critère déterminant, en dernier ressort, de la transformation sociale. Bernard Lahire, dans son ouvrage récent *Enfances de classes, De l'inégalité parmi les enfants* propose cette sortie de l'économisme. Il avance que ce que Marx évoque comme lutte centrale (déterminante en dernier ressort), à savoir l'appropriation des moyens de production, doit être étendu à des composantes proprement culturelles.

Bernard Lahire évoque trois composantes :

- *Les connaissances pratiques et théoriques* qui permettent de concevoir, fabriquer et faire fonctionner des artefacts (outils matériels et immatériels) de toute nature ;
- *Les dispositions permettant l'appropriation de ces connaissances* ;
- *Les dispositions permettant la lutte* en tant que telle.

Insistons sur trois points.

L'importance des artefacts – des techniques – qui augmentent notre emprise sur la réalité : par exemple, des outils de concentration des données, des capteurs de toutes sortes, mais aussi des modélisations, et davantage encore des repères construits dans l'expérience. Ces « *prolongements de nous-mêmes* » sont toujours situés socialement : ainsi de ces invraisemblables et délirants outils de rapportage importés des logiques marchandes dans lesquels nous sommes de plus en plus contraint·es de faire rentrer au forceps des pratiques qui en constituent la critique. Les dispositions que Lahire évoque, à savoir la capacité, mais aussi le désir d'apprendre et de lutter, sont elles aussi produites dans des relations sociales.

Les inégalités se produisent et se reproduisent à travers l'accès ou le non-accès à ces connaissances et dispositions. Elles déterminent donc le type de vie auquel on aura droit. Pour Lahire, les inégalités s'incarnent dans la possibilité d'avoir une vie augmentée ou d'être condamnée à une vie

rétrécie : « *Disposer de plus d'espace, de plus de temps, de plus de confort matériel, de plus d'aide humaine, de plus de connaissance, de plus d'expériences esthétiques, de plus d'informations, de plus de soins, de plus de vocabulaire et de formes langagières, de plus de possibilités de se vêtir, de se reposer ou de se divertir, et bien sûr d'avoir plus d'argent (...)* c'est avoir plus de pouvoir sur le monde et sur autrui »⁵.

Privé·es de ces ressources matérielles et culturelles, on est contraint·e à une vie rétrécie qui nous dépossède des dispositions qui pourraient nous aider à les conquérir. « *À certains, la vie ou la réalité augmentée, à d'autres, la vie ou la réalité diminuée. Aux uns, la puissance optimale et la maîtrise des autres et du monde; aux autres, la fragilité, la précarité, l'accablement ou le dénuement devant la puissance des puissants et la force des choses* »⁶. Les revendications du « pouvoir de vivre » et du « droit à l'aisance » émises par le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), à l'écoute de ses militant·es, ne disent pas autre chose. Il est essentiel ici de ne jamais dissocier l'aisance économique et l'aisance culturelle, il est impératif de creuser le lien entre les deux, lien de co-production en sens potentiellement divers, avec des effets ou non de reproduction des inégalités.

Je trouve particulièrement intéressant que puissent se croiser une production de militant·es réclamant le droit à l'aisance et la réflexion – tout à fait indépendante dans les faits – d'une romancière comme Annie Ernaux, récente prix Nobel de littérature. Invitée à commenter l'œuvre de Pierre Bourdieu, la romancière propose un texte, intitulé *La distinction, œuvre totale et révolutionnaire*, où elle écrit : « *Le « sens de la distinction » est l'apanage de la classe dominante, de ceux qui possèdent les capitaux économiques et/ou intellectuels. C'est une aptitude, une disposition, à prendre ses distances par rapport au réel, une esthétisation du réel, qui se voient dans la consommation de la culture, mais qui s'étendent à tous les domaines de l'existence et définissent les « goûts de luxe », par opposition aux « goûts de la nécessité » de la classe dominée. Goûts de luxe, non pas – même si cela peut être le cas – parce qu'ils se portent sur des choses chères, mais parce que, d'abord, ils sont le propre des individus dont les conditions de vie sont marquées par la*

5 B. LAHIRE, *Enfances de classe, De l'inégalité parmi les enfants*, Paris, Seuil, 2019, p. 1166.

6 B. LAHIRE, *op.cit.*, p. 1170.

distance à la nécessité, par la liberté que le mot «aisance» qui désigne à la fois la facilité financière et la facilité du langage et des manières exprime parfaitement. «Le pouvoir économique, dit Bourdieu, c'est d'abord le pouvoir de mettre la nécessité économique à distance»⁷.

Nous arrivons ainsi à quelques points de repère assez robustes :

- La transformation sociale que vise la lutte contre les inégalités, c'est la conquête pour ceux et celles qui sont privé·es d'un accès à une vie augmentée ;
- Cet accès à une vie augmentée est parfaitement exprimé par la conquête d'un droit à l'aisance ;
- Cette conquête est conditionnée à des dispositions dont les relations de domination déposent celles et ceux qui sont condamnés à des «goûts» de nécessité.

D'où les questions liminaires se précisent : est-ce que des pratiques culturelles sont à même de faire acquérir notamment de telles dispositions à la lutte (dont on aura compris qu'elle ne peut jamais dissocier les deux dimensions de l'aisance – financière et culturelle) ?

Cette question, plus difficile qu'il n'y paraît, peut être décomposée comme suit :

- Est-ce que des pratiques culturelles peuvent réellement contribuer à donner accès à une vie augmentée ?
- Comment sort-on de l'antinomie ? Pour mettre en œuvre ces pratiques culturelles et bénéficier de leurs effets, il faut des dispositions qui ne sont pas données – dont on peut précisément être privé·es ou qu'il faut acquérir.

L'erreur constante de la démocratisation de la culture consiste ici à croire ou à faire croire que la confrontation directe entre une œuvre et un individu est porteuse en soi et par sa seule vertu d'une transformation, et d'une transformation durable de ses dispositions.

7 A. ERNAUX, « La distinction, œuvre totale et révolutionnaire », in E. LOUIS (dir.), *Pierre Bourdieu, L'insoumission en héritage*, Paris, P.U.F., 2013, p. 32.

Pratiques culturelles et accès à une vie augmentée

La première question est la moins difficile. Nous avons en effet de nombreuses analyses ou pratiques qui attestent du lien possible entre culture et accès à une vie augmentée. Bernard Lahire s'appuie sur Proust pour illustrer ce lien ; il le cite : «*L'art seulement nous permet de sortir de nous, savoir ce que voit un autre de cet univers qui n'est pas le nôtre (...)*»⁸. De fait, l'œuvre de Proust est prodigue de cet enrichissement de la vie par l'art, qu'il s'agisse de la peinture (pensons à la figure du peintre Elstir), de la musique ou de la littérature. La *Recherche* contient de nombreuses descriptions de cet enrichissement. Ainsi de l'expérience du narrateur qui assiste à l'interprétation du septuor de Vinteuil et en éprouve des sensations de joie qu'il relie à la découverte d'une autre patrie : «*Chaque artiste semble ainsi comme le citoyen d'une patrie inconnue, oubliée de lui-même, différente de celle d'où viendra, appareillant pour la terre, un autre grand artiste*»⁹.

Proust file la métaphore : «*Car si nous allions dans Mars et dans Vénus en gardant les mêmes sens, ils revêtraient du même aspect que les choses de la Terre tout ce que nous pourrions voir. Le seul véritable voyage, le seul bain de Jouvence, ce ne serait pas d'aller vers de nouveaux paysages, mais d'avoir d'autres yeux, de voir l'univers avec les yeux d'un autre, de cent autres, de voir les cent univers que chacun d'eux voit, que chacun d'eux est ; et cela nous le pouvons avec un Elstir, avec un Vinteuil, avec leurs pareils, nous volons vraiment d'étoile en étoile*»¹⁰.

Deux remarques, cependant. Ce seul véritable voyage ne nous est jamais donné ; il nous revient de l'accomplir. En parlant de la lecture, Proust l'affirme clairement : «*Nous ne pouvons recevoir la vérité de personne (et que) nous devons la créer nous-mêmes. (...) Le suprême effort de l'écrivain comme de l'artiste n'aboutit qu'à soulever partiellement pour nous le voile de laideur et d'insignifiance qui nous laisse incurieux devant l'univers. (...) La lecture est au seuil de la vie spirituelle ; elle peut nous y introduire : elle ne la constitue pas*»¹¹. L'artiste crée les conditions du voyage et du vol d'étoile en étoile ; mais il nous appartient de le réaliser

8 B. LAHIRE, *op.cit.*, p. 1169.

9 M. PROUST, *La prisonnière*, Paris, Gallimard, Éd. de 1992, p. 234.

10 Idem, *ibidem*, p. 235.

11 M. PROUST, *Sur la lecture*, Éd. Jacques Antoine, coll. Le vice impuni, 1985, pp. 46-50.

nous-mêmes en effectuant les liens que le travail de l'artiste a rendus possibles par le mouvement qu'il-elle a initié «soit en brisant en courts appels une ligne continue et pure, soit en ressoudant en une armature indivisible des fragments épars»¹².

Ainsi, du narrateur qui parvient à relier certains mouvements du septuor à une phrase d'une autre œuvre de Vinteuil, *La sonate* : «Bientôt (...), j'aperçus une autre phrase de la sonate, restant si lointaine encore que je la reconnaissais à peine; hésitante elle s'approcha, disparut comme effarouchée, puis revint, s'enlaça à d'autres, venues, comme je le sus plus tard, d'autres œuvres, en appela d'autres qui devenaient à leur tour attirantes et persuasives aussitôt qu'elles étaient apprivoisées, et entraient dans la ronde, dans la ronde divine, mais restée invisible pour la plupart des auditeurs, lesquels n'ayant devant eux qu'un voile confus au travers duquel ils ne voyaient rien, ponctuaient arbitrairement d'exclamations admiratives un ennui continu dont ils pensaient mourir. Puis elles s'éloignèrent, sauf une que je vis repasser jusqu'à cinq et six fois, sans que je pusse apercevoir son visage, mais si caressante, si différente (...) de ce qu'aucune femme n'avait jamais fait désirer, que cette phrase-là qui m'offrait d'une voix si douce un bonheur qu'il eût vraiment valu la peine d'obtenir, c'est peut-être – cette créature invisible dont je ne connaissais pas le langage et que je comprenais si bien – la seule Inconnue qu'il m'ait jamais été donné de rencontrer»¹³.

On voit bien dans ces descriptions l'enrichissement de la connaissance et de la vie que permet la musique – à la condition d'un véritable travail de l'auditeur-riche... qui n'est pas accessible à tout le monde –, comme le note ironiquement le narrateur : «dans la ronde divine, mais restée invisible pour la plupart des auditeurs, lesquels n'ayant devant eux qu'un voile confus au travers duquel ils ne voyaient rien, ponctuaient arbitrairement d'exclamations admiratives un ennui continu dont ils pensaient mourir.»

Sortir de l'antinomie ?

Cela nous précipite dans la deuxième question, celle des conditions d'accès à un tel travail, qui passe par ce que Proust appelle les raffinements

de la forme¹⁴. Proust a répondu lui-même à l'objection de la difficulté d'accès à son œuvre en ces termes : «l'idée d'un art populaire comme d'un art patriotique si même elle n'avait pas été dangereuse me semblait ridicule»; il argumente cette position ainsi : «s'il s'agissait de le rendre accessible au peuple en sacrifiant les raffinements de la forme, "bons pour des oisifs", j'avais assez fréquenté de gens du monde pour savoir que ce sont eux les véritables illettrés, et non les ouvriers électriciens. À cet égard, un art populaire par la forme eût été destiné plutôt aux membres du Jockey qu'à ceux de la Confédération générale du travail; quant aux sujets, les romans populaires ennuiant autant les gens du peuple que les enfants ces livres qui sont écrits pour eux»¹⁵. Même si l'argument est sympathique (de fait, la domination sociale et économique ne pourvoit pas d'office en capital culturel), il ne prouve pas que le fait d'être dominé socioéconomiquement rend d'office sensible aux raffinements de la forme.

Ici, un double souvenir. Les propos d'un responsable d'une fondation industrielle qui me commandait un rapport sur l'enseignement pour ses pairs : «Vous parlez à de grands patrons, faites très simple!», mais aussi les propos d'un élève de 4e électromécanique à qui je démontrerais les «raffinements de la forme» dans certaines chansons de Renaud : «Je comprends, mais ce n'est pas pour nous...»

Pour qu'une pratique culturelle apporte cette «plus-value de réalité», il faut un travail spécifique qui ne peut qu'être lui-même le produit d'une fréquentation des œuvres.

Comment échapper à cette antinomie ?

D'abord, en refusant toute dissociation entre les deux formes de l'aisance.

12 M. PROUST, *La prisonnière*, op.cit., p. 232.

13 Idem, *ibidem*, pp. 236-237.

14 La description du septuor que nous avons relatée reprend d'ailleurs les mêmes «mouvements» que ceux du narrateur par rapport à Albertine, qu'il ne peut continuer à aimer (à ressentir comme à découvrir, comme désirable, prometteuse de découverte) que lorsqu'elle s'attache à d'autres femmes qu'elle désire.

15 M. PROUST, *Le Temps retrouvé*, Paris, Gallimard, 1992, p. 184. Inutile de dire que Marcel Proust reste un des exemples de connexion la plus ferme entre les composantes de recherche esthétique (la «forme»), l'expérience de l'espace-temps (c'est l'objet même de *La Recherche*) et la subjectivation (toute la réflexion inhérente à l'œuvre sur la production de l'identité, en tant que résultat à la fois individuel et collectif).

L'écrivain Edouard Louis, qui se qualifie lui-même de transfuge de classe, relate cet épisode très parlant : il est invité à un dîner mondain organisé autour d'un propriétaire d'une chaîne de supermarchés qui s'est fait connaître pour accueillir de vraies librairies, dotées de « grandes librairies, c'est-à-dire des espaces à l'intérieur des magasins où il serait possible de trouver d'autres types de livres que ceux que l'on peut se procurer habituellement dans les grandes surfaces, des livres qu'on dit compliqués ou exigeants, des livres publiés par des petits éditeurs presque militants, où de vrais libraires seraient embauchés pour conseiller les lecteurs ».

Et puis, au milieu de la salle, le directeur des supermarchés s'est levé et il a parlé. Dès le premier mot, j'ai compris que ma place n'était pas là. Ce petit homme aux cheveux gominés qui se levait pour faire un discours sur sa conception du livre et de la littérature, c'était le même homme qui avait employé à peu près toutes les caissières que j'avais connues dans mon enfance, la plupart du temps des femmes, des filles avec lesquelles j'étais allé à l'école primaire ou au collège et qui, faute de diplômes et de choix, avaient dû aller se faire embaucher au supermarché. Ce petit homme était le responsable des conditions de vie de ces femmes, des mains douloureuses après la journée de travail, du dos broyé aux âges les plus beaux, les plus célébrés de la vie, des voix qui m'avaient accompagné entre cinq et quinze ans et disaient, c'est vrai, qu'une vie comme celle-là n'était pas possible, pas acceptable, de ce boulot où on se crève le cul pour trois fois rien. (...) En écoutant le directeur des supermarchés faire ce discours sur les livres, j'ai plus que jamais pensé à cette autre phrase de Duras : « Je me suis trouvé devant un désordre phénoménal de la pensée et du sentiment [...] au regard de quoi la littérature m'a fait honte. » J'ai prétexté une crise d'asthme auprès de mon éditeur avant la fin du repas, j'ai menti, j'ai fait semblant de ne plus pouvoir respirer, j'ai mimé la suffocation, j'ai dit que je devais rentrer chez moi et je me suis enfui¹⁶.

Mais comment ne pas dissocier les questions sociales et les questions culturelles ?

Annie Ernaux, qui se définit elle aussi comme une transfuge de classe, nous apporte un deuxième élément de réponse spécifiquement culturel dans son discours à Stockholm *J'écrirai pour venger ma race*, phrase écrite dans son journal intime soixante ans plus tôt. Il faut entendre ici le terme « race »

à la fois et indissolublement comme sa condition sociale et son identité de femme.

Dans son discours de réception du prix Nobel de littérature, elle résume ainsi son parcours dans l'écriture, comment elle a vécu la passion d'écrire, au départ de cette idée : « Je pensais orgueilleusement et naïvement qu'écrire des livres, devenir écrivain, au bout d'une lignée de paysans sans terre, d'ouvriers et de petits commerçants, de gens méprisés pour leur manière, leur accent, leur inculture, suffirait à réparer l'injustice sociale de la naissance. Qu'une victoire individuelle effaçait des siècles de domination et de pauvreté, dans une illusion que l'école avait déjà entretenue en moi avec ma réussite scolaire ».

Son entrée dans la vie professionnelle, comme enseignante, son mariage l'éloignent de l'écriture chaque jour un peu plus : « ce sont des situations de vie où être une femme pesait de tout son poids de différence avec être un homme dans une société où les rôles étaient définis selon les sexes, la contraception interdite et l'interruption de grossesse un crime. La mort d'un père qui décède trois jours après mon arrivée chez lui en vacances, un poste de professeur dans des classes dont les élèves sont issus de milieux populaires semblables au mien, des mouvements mondiaux de contestation » la rapprochent du monde de ses origines et de sa « race » et la confrontent au dilemme de tous les artistes transfuges de classe : le désir urgent et absolu d'écrire et l'impossibilité de le faire « dans la langue acquise, dominante, qu'ils ont appris à maîtriser et qu'ils admirent dans ses œuvres littéraires. (...) Il y a d'un côté la langue dans laquelle ils ont appris à nommer les choses, avec sa brutalité, avec ses silences (...). De l'autre, les modèles des œuvres admirées, intériorisées, celles qui ont ouvert l'univers premier et auxquelles ils se sentent redevables de leur élévation, qu'ils considèrent même souvent comme leur vraie patrie »¹⁷.

Annie Ernaux cite Flaubert, Proust et Virginia Woolf. Il s'agit pour elle, alors, de sortir du « bien écrire, d'inventer une langue, une écriture neutre, objective, « plate », en ce sens qu'elle ne comprenait ni métaphores ni signes d'émotion. La violence n'était plus exhibée, elle venait des faits eux-mêmes et non de l'écriture.

Ce qui suit est d'une grande importance pour notre propos : « C'est ainsi que j'ai conçu mon engage-

16 E. LOUIS, « Ce que la vie fait à la politique », in E. LOUIS, Pierre Bourdieu, *L'insoumission en héritage*, op.cit., pp. 18-19.

17 On peut trouver une transcription du discours prononcé par Annie Ernaux dans le *Hors Série* que le journal *Le Monde* lui a consacré, pp.74-78.

ment dans l'écriture, lequel ne consiste pas à écrire "pour" une catégorie de lecteurs, mais "depuis" mon expérience de femme et d'immigrée de l'intérieur.»

Cette trajectoire pose deux questions

Est-elle de nature à donner accès à une «réalité augmentée» à l'instar des «grands artistes» décrits par Proust? Est-elle de nature à contourner l'antinomie de l'accès aux «raffinements de la forme»? Il faut répondre oui à la première question, puisqu'il s'agit d'augmenter la réalité de ce dont elle a été retranchée et que l'artiste transfuge de classe aurait pu trahir s'il n'avait pu trouver cette autre langue pour en parler.

Pour déplacer la célèbre formule du poète Francis Ponge –«*Le parti pris des choses compte tenu des mots*», nous pouvons dire que ce type de création artistique prend le parti pris des choses (rejetées ou inaudibles) compte tenu des mots (qu'il faut dépouiller de ce qui contribue au rejet de ces choses), dont leur esthétisation. On peut de même répondre affirmativement à la deuxième question, dans la mesure où Écrire (créer) à partir de, depuis se fait collectivement, virtuellement dans la mémoire de l'artiste, activement dans l'animation socioculturelle.

L'animation socioculturelle

L'animation socioculturelle est le fait de ceux et celles qui imposent à leur travail d'animation de répondre à trois questions :

- Qui n'est pas là?
- Qui dit «ce n'est pas pour nous»?
- Comment crée-t-on depuis celles-là ou ceux-là - et avec eux-elles?

Il ne s'agit pas dans ce cas de faire accéder à la culture des possédant·es, mais d'expérimenter collectivement ce qui peut arriver si on crée depuis les dépossédé·es et avec eux-elles.

Je ne saurais donner de meilleur exemple d'un tel travail que celui de Fernand Deligny. Dans les années 1950 et 1960, éducateur, Deligny essayait de fournir à des «*adolescents caractériels,*

délinquants et psychotiques et qui ne semblaient pas pouvoir s'améliorer par un "placement" où que ce soit, y compris en Service psychiatrique»¹⁸ de fréquenter des milieux différents. Il monte pour ce faire un réseau de «séjours d'essais» articulé au réseau des auberges de jeunesse, où les jeunes ont l'occasion d'expérimenter des milieux de travail très variés, correspondant plus ou moins à un désir ravivé. Une doctrine «*s'affirmait en secret car «La Grande cordée», organisme expérimental s'il en fut, était quand même agréée et la doctrine en question n'était pas facile à afficher. Elle disait: laisser jouer l'imprévu, que «n'importe quoi puisse arriver*»¹⁹.

Ce travail social se double d'un travail culturel : faire un film sur ces séjours d'essai, par les jeunes eux-mêmes, lorsque des bouts de réalité viennent à se transformer. Deligny le décrit comme suit : «*Pendant que j'écris, la caméra est sur ma table, sans munitions. Nous n'avons plus de pellicule, à nouveau, depuis deux jours. L'arme automatique est muette. Au-dessus de ma tête, sur les dalles du séjour d'orientation au long couloir propice aux courses, l'infanterie se démène pour nettoyer la poussière que la bâtisse féodale où nous vivons sue par tous ses recoins. Nous sommes le 14 juillet 1955.*

Si tout est propre à mon gré, tout à l'heure, ils iront à la pêche, avec un permis pour cinq, et une gaulle. Maurice A., dix-sept ans, a dit qu'il ne sortirait pas. L'ennemi pour lui, c'est le bistrot. C'est un ennemi nombreux. Maurice A. se planque. Il a été filmé aux prises avec plâtre et ciment sur le petit chantier qu'il a démarré en arrivant ici. Il sait que, s'il se remet à boire, le morceau de film où il existe, chef de chantier, sera mis en réserve pour longtemps, jusqu'à tant qu'il vive réellement une suite en harmonie avec les premières images.

Et s'il est vrai, comme je le crois, que les intentions nouvelles modifient ce qu'un être perçoit du monde qui l'entoure, Maurice A., sa future coopérative en tête, n'est plus sur la même terre que Maurice A., tâcheron précoce du bâtiment, appris à boire par des compagnons qui ne voulaient pas mal faire en le traitant en égal, en lui passant la bouteille quand ils buvaient eux-mêmes. Vaste monde. Force des habitudes, des modes, des coutumes. En face d'elles, il serait très imprudent de vouloir susciter d'emblée des intentions nouvelles avec de petits et grands mots salis par un trop long usage

18 F. DELIGNY, « Le groupe et la demande : à propos de « La Grande cordée » », in *Les vagabonds efficaces et autres récits*, Paris, Maspero, 1975, p. 153.

19 F. DELIGNY, *op.cit.*, p. 161.

dans les tartufferies de la morale bourgeoise. Mais avec des images ?»²⁰.

Conclusion

On comprendra ici ce qui fonde le refus viscéral exprimé en liminaire de devoir concevoir et puis rapporter l'action en termes de programmation, d'objectifs et de résultats. L'animation et la création socioculturelles, c'est et ça ne peut qu'être une découverte et une prise de risque : on sait à partir de qui, depuis qui on travaille, mais la visée c'est de découvrir collectivement des mondes qu'on ignore et des transformations sociales possibles et nécessaires que le monde dominant exclut.

L'émancipation n'est pas une autonomisation individuelle abstraite, pacifique, qui renforce la cohésion (de quoi ?), mais elle s'inscrit dans un rapport de forces indissociable d'un travail politique sur la double condition de l'aisance, matérielle et culturelle.

Annie Ernaux dans son discours *J'écrirai pour venger ma race* l'explique : « *Cet engagement comme mise en gage de moi-même dans l'écriture est soutenu par la croyance, devenue certitude, qu'un livre peut contribuer à*

changer la vie personnelle, à briser la solitude des choses subies et enfouies, à se penser différemment. Quand l'indicible vient au jour, c'est politique. » Nous retrouvons là l'ambition de la démocratie culturelle qui n'est autre que celle d'*enrichir la vie*.

Cette conception postule évidemment le droit à l'expérience, le droit à l'erreur, le droit à la différence, comme moyens d'assumer sa personnalité et de découvrir pour tous et toutes des richesses culturelles nouvelles. Elle refuse le privilège, l'élitisme culturel et la domination de certaines personnes privilégiées dont la contribution n'est pas écartée pour autant qu'elles s'insèrent dans les modes de vie du groupe. Elle garantit aux individus et aux groupes, les moyens concrets de vivre selon leurs convictions. En fait, il s'agit ni plus ni moins que d'*enrichir la vie*²¹.

La démocratie culturelle, c'est ainsi une transformation sociale et culturelle qui ne dépossède pas en aval celles et ceux à partir de qui et avec qui elle a été tentée et surtout qui ne redouble pas la dépossession en se contentant d'esthétiser la réalité ou en biaisant le travail d'expérimentation créative en lui imposant une logique programmatique et technocratique qui en constitue la négation. ■

20 F. DELLIGNY, « La caméra, outil pédagogique », in *Les vagabonds efficaces et autres récits*, op. cit., pp. 174-175.

21 M. HICTER, « Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle », in *Pour une démocratie culturelle*, Direction générale de la jeunesse et des Loisirs du Ministère de la Communauté française et Fondation Marcel Hicter pour la Démocratie culturelle, 1985, p. 337.

2. Questionnements et réflexions sur la culture aujourd'hui*

Christine MAHY, secrétaire générale du Réseau wallon de Lutte contre la pauvreté (RWLP)

Je vais rebondir sur le thème de la culture à partir de ma pratique de terrain, dans le cheminement que j'en ai fait, avec les témoins du vécu militant du RWLP, celles et ceux qui construisent à partir de ce qu'elles et ils sont, avec nous dans le soutien qu'on peut leur faire, à souhaiter les découvrir dans les formes, les manières de dire, de faire et les injustices qu'ils et elles vivent au quotidien.

Au Rassemblement wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP), les témoins du vécu militant parlent d'aller à la reconquête du pouvoir de vivre pour accéder au droit à l'aisance. Et lorsqu'on leur demande d'expliquer ce que cela veut dire, ils et elles énumèrent d'abord le combat contre un ensemble d'injustices subies au plan matériel et réclament une série de droits d'évidence, des droits de base : le droit d'habiter, le droit au logement, le droit à s'alimenter en toute liberté, sans devoir aller tendre la main et avoir des droits conditionnés, le droit de se déplacer, le droit de mettre ses enfants à l'école en sérénité, et que cette école réussisse avec eux, etc. Ils et elles nomment toutes ces choses qui leur permettent d'accéder au droit à l'aisance : C'est ce qui fait qu'on a une boule en moins dans l'estomac, qu'il y a du possible libéré dans la tête, qui, complémentaiement, fera que ça nous donne la possibilité supplémentaire de pouvoir nous investir dans de la lutte, dans le «dire à travers nous», dans le processus collectif pour le porter de façon forte, pour essayer d'impacter la société. Cela constitue une dynamique politique qui doit amener à changer le système.

Auparavant, lorsque je travaillais dans un quartier de Marche-en-Famenne avec une communauté turque, à la maison de quartier La Chenille, j'ai découvert les notions de collectivité, de diversité culturelle, de métissage par les conditions économiques d'existence, d'être mélangée à des personnes originaires d'autres pays, et cela dans une petite ville de province qui, à l'époque, mettait à part cette communauté.

Qu'est-ce que tout cela voulait dire? Lorsque je me suis introduite dans ce quartier, avec un peu les idées toutes faites de la reproduction des modèles qui, au début des années 1980, commençaient à se développer en ville, modèles de travail collectif, communautaire, ... et je me suis dit: «*Ces gens ont besoin de quelque chose: apprendre le français, faire des choses collectives, qu'on s'intéresse à eux, ils ont besoin de... etc.*» Très vite, j'ai été frappée par le fait qu'ils et elles avaient surtout le désir qu'on vienne écouter ce qu'ils et elles avaient à dire, peut-être pour comprendre ce qu'il fallait faire émerger comme combat avec eux-elles (...).

À la Maison de la culture de Marche, j'ai établi des liens entre ces communautés et ces espaces de vie, ces quartiers, ces populations et ces diversités. J'y ai développé des liens à l'intérieur d'une organisation instituée dans le cadre d'un décret, avec une autorité politique, etc. Avec un ensemble de citoyen·nes, d'artistes, nous avons réfléchi au processus de reprise de pouvoir par le monde populaire et nous nous demandions comment avancer dans cette démarche? Pour caricaturer: tant

tant que nous restions dans la réalisation d'ateliers d'expression et de mise en place de temps de découverte culturelle avec ces gens-là, de thématiques théâtrales pour dénoncer une injustice avec eux, si possible plutôt dans leur milieu mais aussi de temps en temps pour les accueillir officiellement dans l'institution (c'est quand même bien d'avoir une journée d'ouverture dans la programmation), cela était plutôt très bien accueilli par les autorités publiques. Par contre, lorsque le cheminement fait avec ces personnes conduisait à tenter de transformer les institutions culturelles, pour qu'elles deviennent des instruments d'un usage de ces diverses richesses et leur permettent d'être pleinement des acteur·rices (...), alors à ce moment, les tensions conflictuelles ont commencé à apparaître.

Dans mon expérience professionnelle, j'ai vu qu'il y a une ouverture à la création, à l'expression, au dire culturel pour ces gens-là, pour autant qu'ils et elles ne viennent pas prendre des portions de ce qui fait la reconquête du pouvoir dans les institutions, dans les moyens, dans les richesses, dans l'identité et l'image d'une ville. À ce moment-là, on voit à quel point il y a une force, dans le monde des dominant·es pour se réappropriier le lieu, l'espace, les moyens, la richesse, etc. (...)

Aujourd'hui encore, on entend que l'expression culturelle, ce serait éducatif et apporterait du savoir (...). Je pense que le processus culturel, c'est de partir des gens là où ils sont, sans considérer qu'ils sont à disqualifier par leurs faiblesses, mais au contraire, construire à partir des forces et des leviers qu'ils ont à dire, compte tenu des réalités qu'ils et elles sont en train de traverser et de vivre.

Dans le travail avec des demandeur·ses d'asile, on se retrouve souvent dans de la culture folklorisante : on va accepter que peut-être, à la marge, on parlera de la réalité politique ou des difficultés d'accueil, mais surtout on va organiser des soupers en demandant aux gens de s'habiller en fonction de leur culture d'origine, parce que ça plaît bien à la population locale de manger un peu africain, etc., et par l'exotisme, on va créer du lien.

Face à ce genre d'activités, je dis: « *Attention! Qu'est-ce qu'on est en train de faire? Jusqu'où et à quoi ça sert et comment on s'en sert?* »

C'est aussi un des dangers, si l'utilisation même de projets collectifs va jusqu'à évaluer comment on va faire évoluer individuellement les gens. En quoi est-on très loin de la méritocratie défendue par certain·es ? Le renforcement individuel provoque le fait qu'on devient plus fort et qu'on a le pouvoir, etc. Je pense donc que le côté collectif est très important.

Création culturelle à la commande

Lorsqu'on travaille dans la culture ou lorsqu'on fait de la création à la commande, il est important de se poser des questions. La commande est une pratique qui devient très fréquente. (...) À partir du moment où, en quelque sorte, la commande consiste à intervenir dans des quartiers, avec des artistes, car dans le fond, on n'arrive plus ou ne veut pas accorder les droits d'évidence à ces populations qui leur permettraient d'avoir la force et une existence matérielle solide, etc., alors on se dit qu'on va les occuper, avec par exemple un projet artistique. Lorsqu'on se retrouve face à ces situations, alors il faut s'interroger.

Lorsqu'éventuellement des thématiques d'années nous induisent à créer des dispositifs et des projets qu'on va montrer à la population ou à une autorité politique invitée à applaudir un spectacle qui dénonce exactement ce qu'elle est en train de faire et puis retourner dans son bureau faire exactement la même chose : alors il faut vraiment se questionner !

En pointant cet aspect, je ne dis pas qu'il ne faut pas mettre en place ce genre d'activités, mais il faut s'interroger sur ce qu'on crée comme illusion à travers le dispositif qui se nomme, et dans quelle temporalité cette illusion tourne par rapport au combat que les gens voudraient mener, et dans quelle mesure cela n'est pas déjà faire de la culture musée figée, et qu'on a déjà renoncé à changer véritablement en exerçant de manière combative des droits sur le plan à la fois de l'aisance matérielle, de la liberté, etc., et donc aussi de la culture.

Donc, lorsque la culture devient illustrative des réalités sociales, il faut s'interroger. Je préfère des professionnel·les qui illustrent la réalité sociale, que de voir des gens qui souffrent par le fait d'être piétiné·es par notre société. Qu'est-ce qu'illustrer une société où nous ne leur garantissons pas les droits qu'ils et elles ont, de jouer la dénonciation sociétale, si nous n'avons pas la capacité de mener le combat avec elles et eux jusqu'au bout, et pas seulement avec elles et eux pour que ça se transforme à leurs bénéfices. (...).

Par contre, en éducation permanente, si nous sommes dans une vision d'un changement de société et d'une transformation sociale, nous sommes en effet en dehors de la vision intégrative qui est de dire « *Tant pis, il faut rentrer les gens dans le moule parce que la société est comme elle est et que le seul chemin pour la faire exister est celui qui les opprime, sur lequel on veut les faire marcher* ».

Dans ce cas, nous devons faire gaffe et changer notre fusil d'épaule. (...)

Une illustration concrète

Pour illustrer mon propos, je vais me référer aux inondations qui ont eu lieu en Wallonie en juillet 2021 et dans lesquelles certain·es d'entre vous ont peut-être été impliqué·es.

Certain·es acteur·rices, notamment du monde de la culture (des bibliothèques, des centres culturels, des associations du champ d'éducation permanente, des maisons de jeunes, etc.) ont reconnu que cette situation extrêmement particulière qui les amenait à devenir un acteur agissant -agissant parfois très matériellement- leur a permis de rencontrer la population proche de leur institution, qu'ils ne connaissaient pas. La question est : qu'est-ce qu'on fait avec ce constat, dans la durée, dans la continuité ?

Parallèlement, une autre chose s'est passée en termes culturels et de rapports de forces : nous avons vu à quel point les gens ont subi la violence des inondations et la proportion non négligeable de personnes dont les droits de base d'existence étaient déjà terriblement affaiblis avant les inondations (notamment la qualité du logement, la

qualité économique d'existence). Cette situation antérieure antérieure entraînait le fait d'avoir dû renoncer à des choses parfois aussi importantes qu'une assurance. On les en tiendra d'ailleurs souvent pour responsables en disant « *Regardez un peu à quel point il·elles sont irresponsables et ainsi n'avaient pas d'assurance, etc.* » On voit donc à quel point ces gens étaient déjà dans des situations d'écrasement, d'oppression et de non-respect les empêchant de bénéficier de leur droit à l'aisance en toutes matières.

Pendant des semaines et des mois, une grande partie des plus affecté·es par les inondations disaient « *On ne nous a pas écoutés. Il n'y avait pas d'espace-temps où déposer ce que nous avons à dire de notre point de vue avec les temps nécessaires d'écoute, etc.* » Ils et elles ne disent pas que rien ne s'est fait, ils et elles disent : « *Sur le champ de ce qu'on a subi, de la manière de le comprendre, de voir comment il faudrait régler ça, de comment ne pas être victime une fois de plus dans la manière dont ça va se régler, etc., c'est-à-dire du rapport de forces à l'autorité publique, à la société sur les droits de base, on ne nous a pas écouté·es. On nous a mis éventuellement de l'accompagnement social, et encore, pas partout, et encore, pas avec constance, et encore, pas dès le début, mais sur le champ du reste, on ne nous a pas écouté·es* ».

En parallèle de cette réalité, d'autres acteurs culturels (parfois des artistes à titre individuel, un groupe, un·e photographe, parfois un·e artiste inondé·e également, vivant dans la réalité, parfois n'ayant pas été inondé·e, des voisin·es, etc.) se sont mis à traduire en quelque sorte leurs vécus des inondations, à écrire, à produire. Ainsi, on voit encore des expositions, un spectacle, un livre, une création, etc., qui, de manière variable, sont reconnus comme justes par les populations concernées, rarement comme totalement injustes, parfois en disant « *mais il manque des pans entiers de notre réalité, etc.* »

Aujourd'hui, il y a une désynchronisation complète du pouvoir et de la culture utilisée par le pouvoir, parce que la manière d'exercer le pouvoir, c'est aussi la manière culturelle d'organiser la société. Nous sommes toujours dans une désynchronisation incroyable qui fait qu'il y a à la fois des expert·es qui étudient l'aménagement

du territoire, etc., qui cheminent de leur côté, qui de temps en temps vont faire des coups de sonde dans la population pour vérifier, et de l'autre côté, il y a l'autorité politique qui chemine en se disant « *Ah oui, on ne peut quand même pas laisser reconstruire, mais les budgets, etc.* » La même autorité politique n'est toujours capable aujourd'hui, deux ans après les inondations, de pouvoir répondre à la simple question : « *Combien de logements sociaux, par exemple, ont été inondés et combien vont être reconstruits ?* »

Or, s'il y a bien un élément éminemment important dans le champ du droit à l'aisance, c'est bien le logement. Aujourd'hui, presque sans complexe, une partie de l'autorité politique n'est pas chatouillée par le fait que des gens sont toujours dans une forme d'errance dans leur existence (...) et je trouve que c'est terrible.

Vous allez peut-être dire que mon propos sort du champ culturel en tant que tel ! Qui s'intéresse à toutes ces articulations à partir des populations en s'interrogeant sur « *Qu'est-ce qu'on fait avec ça ? Quelle puissance donne-t-on à cela pour accomplir un travail à partir des populations afin d'essayer, au minimum, que cette injustice du non-rapport de forces soit déposée (...) au parlement wallon ?* »

Face à ces constats, le théâtre de la Renaissance, compagnie de théâtre-action localisée à Seraing, s'est dit qu'il avait un rôle à jouer pour permettre à des gens de s'exprimer par le théâtre. Vu leur malaise, les animateur·rices se sont avant tout donnés l'obligation de se mettre en danger en tant qu'acteur culturel, plutôt que d'imaginer que les gens auraient besoin de s'exprimer de cette façon-là.

Leur prise de risque a consisté à fréquenter les habitant·es d'une des localités concernée par les inondations, dans la commune de Trooz, et à être accueillis ou repoussés, en fonction de la dureté de la réalité, du moment, etc. ; et à prendre le temps, à décider de négocier dans leur contrat programme de subvention rentré à la Fédération Wallonie-Bruxelles, affirmant qu'ils défendraient un processus légitime de travail culturel sans aucune certitude sur la création. (...) Cette prise de risque sur une plus ou moins longue durée est intéressante : ils et elles se sont battu·es

pour défendre ce processus, pour qu'il ne soit pas normé par les règles extérieures des dossiers, des quantifications, de la temporalité où seraient déterminé à quel moment le produit serait terminé, comment il circulerait et serait vendu. En effet, dans le secteur culturel, nous sommes aussi arrivés à ce stade de contractualisation (...).

Le respect des populations

Un autre élément important concerne les questions sur la culture : comment penser le respect des populations dont on parle en considérant ce qu'elles sont et les forces qu'elles ont ? Toute une série de critères établis par le monde de la culture ou le mélange du social et de la culture, construisent les dispositifs dans lesquels les acteurs culturels doivent exister et fonctionner, pas seulement dans la manière de pratiquer l'éducation populaire, la culture, la création, etc., mais aussi dans la manière de vivre avec les gens.

Depuis un certain temps, le RWLP est en dialogue avec des acteur·rices engagé·es dans les questions du climat, et en particulier depuis très longtemps avec Greenpeace.

À un moment donné, nous sommes entrés en confrontation frontale avec Greenpeace sur les représentations que l'ONG pouvait avoir des gens du monde populaire. Ses militant·es les évoquaient en disant : « *Il faut éduquer les gens, il faut qu'ils comprennent, il faut que le climat, il faut que..., etc.* » Tout d'abord, des témoins du vécu militant se sont rendu·es sur leur bateau pour que l'ONG les écoute. Ensuite, ces témoins ont invités les militant·es de Greenpeace à venir les rencontrer en Wallonie dans le monde populaire, pour entendre ce que le monde populaire avait à leur dire.

Le bras de fer avec Greenpeace s'est concentré autour du repas commun : cette tension culturelle était intéressante puisque si tout le repas n'était pas végétarien, Greenpeace ne venait pas. Comme domination culturelle, on ne fait pas mieux !

Dans les cadres et projets organisationnels autour de tout ce qu'on fait, il est aussi important

de s'interroger chaque fois sur ce qu'on est en train de porter, au nom de qui, et sur ce qu'on veut imposer aussi aux gens fréquentés, plutôt que de construire avec et de partir d'eux.

Un autre exemple plus interpellant : l'année dernière, le RWLP a participé avec d'autres associations, à un colloque international à Bruxelles porté par une grosse organisation internationale composée de professeurs d'universités, de hautes écoles, ... qui mènent des réflexions sur la manière dont leurs pratiques peuvent être au service d'un changement de société. Les porteur·ses belges du colloque voulaient que le propos parte de la participation et de la présence des populations elles-mêmes. (...)

Tout d'abord, il y a eu un premier bras de fer à l'intérieur de l'assemblée générale et du conseil d'administration, parce que ce n'était vraiment pas du tout une évidence que les concerné·es, dont ils et elles parlent toute la journée dans ce colloque, soient présent·es pour apporter quelque chose. Ensuite, le deuxième bras de fer s'est noué autour de la participation financière des première·s concerné·es : comme ils et elles allaient aussi apporter du savoir, ils et elles devaient aussi bénéficier de la gratuité et du remboursements de leurs frais. (...)

Je vous dirais d'ailleurs que nous vivons le même bras de fer avec les pouvoirs subsidiaires : au RWLP, on organise, une fois par an, une assemblée résidentielle avec les témoins du vécu militant et pour ce faire, nous partons trois jours dans un lieu (...) où l'on travaille ensemble sur les luttes à mener pour créer ces rapports de pouvoir et conduire vers la reconquête du pouvoir de vivre et d'accéder à l'aisance, etc. On ne choisit aucun lieu luxueux, mais un lieu tout à fait correct pour travailler et on tient à garantir aux per-

sonnes qu'elles mangent correctement (...). Nous avons dû mener un bras de fer dans nos comités d'accompagnement de la Région wallonne sur nos subventions. (...) Aller dépenser de l'argent pour un hébergement avec des personnes dans une situation de pauvreté, dans des conditions correctes, ça sert à quoi? (...)

La représentation de cette possibilité de travailler dans des conditions particulières est représentative d'une culture de classe « éminemment culturelle ».

Le pouvoir décide qui il est important de rassembler et qui va apporter quelque chose. Le champ de l'expression, le champ de la création, le champ de la découverte, le champ du croisement, le champ du choc ont du sens, si l'activité est conçue dans un continuum et une perspective de changement des rapports de forces au bénéfice des populations, et non pas de réparation des populations. (...)

Pour moi, le premier impact direct est de se demander comment on part des personnes concernées pour créer le rapport de forces. Sinon, nous ne sommes pas très loin des ateliers relooking, par exemple, qui sont proposés pour donner les règles ad hoc pour se présenter à un employeur (...).

Le champ culturel représente tout ça : ceux et celles qui ont le pouvoir décident des marqueurs, qui s'appliquent sur les autres, pour essayer que rien ne change et garder leurs privilèges.

Pour moi, la culture doit constituer un levier de combat, de lutte et de renversement du système et des inégalités. ■

* Ce texte est basé sur l'intervention de Christine Mahy lors de la journée d'étude.

3. Débat, réactions et interpellations

Intervention:

En tant qu'enseignant en haute école, lorsque je discute avec des étudiant·es à propos des questions d'éducation populaire ou avec des professionnel·les et des acteur·rices de terrain, ma difficulté est liée à leurs difficultés, voire leur impossibilité, d'envisager la finalité de l'éducation populaire, c'est-à-dire l'utopie d'organiser les citoyen·nes pour obtenir du changement social là où ils et elles sont situés. Souvent, lorsqu'on utilise l'art et la culture dans des projets et des activités en éducation populaire, il y a une tendance à revenir à un usage de type récréatif. Ces outils ont effectivement des effets intéressants au niveau individuel et impactent les caractéristiques des gens. Le recours à ces techniques créatives permet aussi aux participant·es d'évoluer et de prendre distance par rapport à leurs émotions et leur implication dans un cadre défini, même s'il est beaucoup plus difficile de les organiser pour un changement de cadre, en vue d'une transformation sociale.

Béatrice Martins de AGFE95 (BM) :

Suite aux retours des participant·es, nous avons effectivement constaté que commencer par des activités récréatives et artistiques permet de mettre le pied à l'étrier. Au sortir de l'expérimentation, plusieurs personnes sont venues témoigner de cette évolution: «*Jamais nous ne serions allés voir une pièce de théâtre, jamais nous n'aurions fait ce genre de choses; grâce à vous, maintenant, j'ai envie de lire, j'ai envie d'aller voir une pièce de théâtre et je vais prendre mes enfants et les emmener*».

Certes, la question du financement et de l'accès à ces activités et à la culture se pose toujours, puisque nous sommes face à des publics ayant des difficultés, notamment économiques, mais les participant·es ont passé un cap, ils et elles sont devenu·es volontaires. À partir de ce changement,

ils et elles vont s'intéresser à des choses qui leur semblaient inaccessibles, notamment pour des raisons culturelles et financières. Cette expérimentation a généré quelque chose chez eux et elles. Les participant·es comprennent mieux vers quoi ce genre d'activités culturelles les mène, leurs motivations et les raisons de leur implication.

Intervention:

Lorsqu'on s'adresse ou travaille avec des personnes vulnérables, il y a une prise de conscience que ces dernières n'ont aucune confiance en elles, qu'elles ne se considèrent pas comme détentrices d'un savoir ni de capacités [...].

Les expériences présentées ici leur permettent tout d'abord de se rendre compte de leurs compétences et qu'elles peuvent les mobiliser. La créativité ouvre l'imagination; cette imagination et cette capacité d'être acteur·rice permettent de se dire qu'un autre monde est possible. [...]

Pour moi, cette confiance est la condition première d'une mobilisation citoyenne. Si les personnes se sentent complètement en incapacité d'agir, il n'y en aura pas. Ce n'est pas l'un à la place de l'autre, mais c'est un processus individuel et collectif.

Intervention (Sophie Loisse, atelier Riposte) :

Dans le cadre des ateliers de Riposte féministe, le processus est de pouvoir redonner de la capacité aux participant·es, via l'improvisation théâtrale. Il s'agit de pouvoir reprendre la parole et d'oser donner de l'expression par rapport à leur vécu. Effectivement, cette compétence est tout d'abord individuelle. Pouvoir ensuite avoir une connaissance relative au collectif, se dire «*En fait, je ne suis pas la seule à vivre ça*», pouvoir, à un moment, se dire «*Individuellement, je ne suis pas le ou la seul·e, j'ai des outils pour y répondre de manière individuelle*».

Avec le collectif, étant donné que c'est un processus, il est possible de se dire «*Qu'est-ce que nous avons envie de renvoyer à la sphère politique?*».

Ce collectif peut alors porter une parole commune, avec par exemple l'improvisation. Ce processus peut se dérouler sur du long terme, par exemple pendant une année: au début, on commence par de la riposte pour que chacune individuellement ait des outils, et puis ensuite, on peut aller plus loin. Mais effectivement, un atelier de deux heures est toujours un peu court.

Actuellement, les ateliers sont centrés autour de la riposte féministe, mais cette technique peut se décliner sur d'autres thématiques en lien avec le racisme ou le capitalisme.

Cette animation est déclinée de plusieurs manières et s'adapte au public. Riposte permis de travailler avec les personnes en recherche d'emploi, qui ont parfois tendance à se mettre à disposition et à accepter tout ce qui se passe autour d'elles sans vraiment resituer le cadre: «*Oui, tu es un employeur potentiel, mais ce n'est pas pour autant que je dois tout accepter*».

Par exemple: une participante m'expliquait que son employeur déposait tous les jours son chien sur le parking pour faire ses besoins et qu'elle devait ensuite les ramasser. Nous nous retrouvons face à un rapport de forces: d'une part, un employeur qui a le pouvoir, le pouvoir financier, le pouvoir de renvoyer quelqu'un et d'autre part, une employée qui se demande «*Qu'est-ce que je fais par rapport à cet employeur, qui représente la classe dominante?*» La question est «*Comment, à un moment, j'apprends à riposter? Qu'est-ce que je dis face à cette obligation? Comment je remets un cadre? Comment suis-je acteur-riche de ma fonction professionnelle? Comment est-ce que j'amène les choses: soit sur le ton du sarcasme, soit en remettant le cadre, comment j'y vais? Est-ce que j'ose et je me permets de remettre le cadre?*».

Donc, comment, à un moment donné, reprend-t-on la parole? Comment donne-t-on de la légitimité à quelqu'un qui prend parti dans une réunion?

La riposte est utilisée pour tirer dans tous les sens du terme. On peut y recourir aussi pour répondre à des propos racistes. Comment intervenir et essayer de se dégager en ayant conscience qu'en nous, il y a des émotions? Soit on accepte que ces émotions sont visibles, soit on ne l'accepte pas; qu'est-ce qu'on a envie de faire avec tous les enjeux, aussi, qui sont de la sphère privée et de la sphère publique? Lorsque vous êtes interpellée en rue et qu'on vous dit «*Ah, que bonita!*»: comment réagit-on? Est-ce qu'on a envie de répondre? Est-ce qu'on prend le risque de répondre? Est-ce qu'on se sent assez en sécurité pour accepter de se mettre en danger?

Intervention:

Selon Georges Liénard, un ancien dirigeant du MOC, l'éducation populaire comprend deux composantes: la première est l'intégration compétente de la société; la deuxième est de travailler à transformer la société dans ce qu'elle a d'inacceptable et d'injuste.

Les mots que j'ai entendus dans cette journée: «inclusion», «insertion», «employabilité», «lien social», «récréatif», «oxygène», «contourner leurs propres freins» me font peur. Si on en reste là, on rend les gens compatibles avec notre beau système capitaliste. Si nous ne sommes pas en même temps en train de réfléchir à ce que la société a d'injuste, de travailler à la transformer et d'expérimenter cette compétence transformatrice, alors que nous sommes dans le secteur de la culture, alors il y a un problème.

C'est toute la différence entre le droit à la culture et les droits culturels. Les droits culturels rendent les gens acteur-rices et transforment la société tandis que les droits à la culture leur donnent le droit de participer à une culture dominante. Personnellement, je pense que nous allons tous et toutes se faire piéger par cette grosse tension dans laquelle nous nous dirigeons si nous ne réagissons pas.

Je suis d'accord avec l'intervenante qui a parlé de riposte dont la finalité est de transformer le rapport injuste entre hommes et femmes. En résumé: première étape, on les rend capables et

confiant·es ; puis, ensuite, on les aide à avancer. Mais si nous ne sommes pas, en même temps, en train de questionner le côté injuste de la société, alors nous sommes en train d'en faire de bons petits outils, compétents et intégrés.

Et personnellement, je me moque d'inclure des gens pour qu'ils correspondent à une société capitaliste. [...]

BM :

L'objectif du projet CULTUR'ACT n'était pas d'inclure des gens dans une société capitaliste, mais de répondre à leurs besoins, de faire en sorte qu'ils et elles puissent prendre position, ce qui n'était pas le cas à leur arrivée dans le projet. L'étape suivante est hors cadre du projet. [...]

Les activités de Riposte avec l'improvisation font partie des activités proposées dans l'outil de formation. En France, nous avons travaillé notamment sur tout ce qui était émancipation. Par exemple, les lectures théâtralisées portaient essentiellement sur l'émancipation, puisque les ateliers étaient essentiellement composés de femmes.

Intervenant:

Une question essentielle est : quel est le rôle de la culture ? Est-ce pour s'insérer dans une société et se soumettre aux codes tels qu'ils existent ? Ou est-ce pour se doter de capacités critiques, pour renforcer des moyens qu'on aurait si on nous laissait les épanouir, pour in fine pouvoir se donner une voix à la fois individuelle et collective ?

Je pense que personne n'est dupe de la manière dont cela se pense au niveau européen, c'est « *Rentrez, débrouillez-vous* », même si en fait, et l'exemple grec le montre bien, c'est d'abord parce qu'on vous a exclus que vous êtes obligés de re-rentrez.

Le projet européen est un outil et comment faire en sorte que cet outil puisse s'appropriier et s'adapter pour atteindre les finalités qui sont les nôtres et celles de nos public ? En effet, le vrai enjeu est de travailler avec les publics dits « vulnérables », pour qu'à terme ils puissent agir eux-mêmes sur le cadre lui-même, et pas uniquement être acteur·rices de ce qu'on les a incité·es à faire.

Intervenant:

Débutant dans le milieu culturel, je ne me rends pas encore vraiment compte de toutes les réali-

tés du secteur. Pour que les projets socioculturels participent à un vrai changement profond de la société et des cadres structurels, il faut avoir du temps. En effet, les projets doivent être menés sur un temps long, mais pas forcément avec une demande obligatoire de résultats immédiats quantifiables, comme Christine Mahy l'a illustré avec l'exemple de la compagnie de théâtre-action qui a agi à l'occasion des inondations en Wallonie. Le fait que les projets culturels se confrontent avec ce qui est demandé, mais aussi avec les demandes de subsides, les obligations de remplir des dossiers dans lesquels la finalité est directement demandée, d'expliquer comment le produit culturel qui va être créé, va devoir circuler, de devoir justifier tout et d'en rendre des comptes.

Comment peut-on faire pour justement, petit à petit, faire changer ces demandes de résultats exigés des projets culturels ou comment faire au quotidien pour que les structures culturelles s'adaptent à ces exigences administratives pour en même temps créer des projets avec du sens et réussir à remplir ces dossiers pour pouvoir vivre financièrement.

Intervenant:

Je trouve particulièrement passionnant votre développement sur « *L'écrire depuis et avec, et pas à la place de...* ». Ce que je trouve interpellant pour les acteur·rices travaillant et impliqué·es en éducation permanente, c'est que souvent nous considérons que ce sont les dominant·es, les autres qui font cela. L'invitation vaut aussi pour nous : il serait intéressant de se demander si dans la représentation de la transformation du monde qu'il faut impulser à travers l'éducation permanente, nous écoutons assez les personnes que nous considérons comme dominées et avec lesquelles nous sommes aussi très souvent dans un rapport de classes.

Donc, je trouve intéressant de regarder de manière critique le monde extérieur et je nous inviterais collectivement à appliquer la même grille à notre propre démarche professionnelle. Qu'est-ce qui fait qu'à un moment, on n'entend pas forcément ce qu'on n'a pas envie d'entendre dans un contexte politique, ou que parfois dans le milieu populaire, il y a des réflexes qui ne nous plaisent

qu'à moitié comme acteur·rices de gauche et de l'éducation permanente? Alors comment refait-on une vraie conversation et une vraie déconstruction ensemble depuis et avec les citoyen·nes?

Par ailleurs, les réflexions de Jean Blairon sur la découverte et la prise de risques sont très intéressantes pour la conduite d'animation dans nos secteurs socio-culturels et en éducation permanente. [...]

Cette proposition renvoie à des combats menés, par exemple au niveau du Conseil supérieur de l'éducation permanente. L'élément intéressant dans cette proposition est aussi une co-responsabilité collective des acteur·rices par rapport aux exigences de l'administration, qui elle-même transmet celles du système. Est-ce que cette prise de risques pourrait faire l'objet de points de reconnaissance en éducation permanente? Comment valoriser un processus où l'on prend un risque et où on se demande si l'on va arriver à un résultat affichable dans un rapport final d'éducation permanente?

Réponse:

Cette proposition renvoie à des combats menés, par exemple au niveau du Conseil supérieur de l'éducation permanente. L'élément intéressant dans cette proposition est aussi une co-responsabilité collective des acteur·rices par rapport aux exigences de l'administration, qui elle-même transmet celles du système.

Jean Blairon (JB):

Effectivement, nous devrions commencer par nous poser les questions suivantes: «*Qui n'est pas là?*», «*Qui dit "ce n'est pas pour nous"?*», et «*Comment est-ce qu'on peut créer à partir d'eux?*». Je pense qu'on pourrait aussi se dire «*Où est-ce que je ne suis plus?*», «*Sur quoi est-ce que je dis "Moi ce n'est pas pour moi"?*». Alors, nous pourrions arrêter de vouloir faire découvrir à d'autres sans nous demander ce que nous aurions intérêt à redécouvrir du monde social nous-mêmes. Cela ne serait pas trahir tous ceux et celles qui sont aussi des transfuges de classe.

Pour moi, aujourd'hui, l'administratif et les procédures exigés constituent vraiment l'objet de LA lutte politique, car ils représentent la domination

culturelle. Parce que nous pouvons perdre sur l'obligation des artefacts de classe, les objectifs, tout ce mode technocratique et programmatique où il faut construire dès le début l'état final du projet. Alors, jouons chacun·e notre partie dans ce contexte même si cette dernière n'est pas du tout gagnée.

Pour transformer une situation sociale, je n'ai jamais vu d'action et de projet qui marchaient se finaliser avant une dizaine d'années. À ce propos, j'ai eu des conflits avec la Fondation roi Baudouin. Je me souviens d'un super projet monté par celle-ci qui s'appelait *D'une rive à l'autre* concernant les habitats permanents. Après trois ans, il fallait changer, parce qu'on ne savait plus communiquer et qu'on avait déjà tout dit. Pour moi, c'était pire que les inondations, car vous laissez les déchets en partant lorsque vous avez terminé le projet: cela représente une responsabilité écrasante. En effet, l'éducation permanente est encore un des secteurs où il devrait être admis que si nous essayons d'aller où nous ne sommes pas, si nous disons «*C'est aussi pour moi*» et que nous ne sommes pas certaines que le projet va marcher, nous sommes en tout cas responsable de ce que nous aurons produit et des effets produits, même si nous échouons.

Il est encore possible de raisonner de cette manière en éducation permanente en Belgique francophone, mais là, si nous lâchons, cela sera perdu. En effet, le Conseil supérieur de l'éducation permanente discute des formulaires de justifications annuelles et pluriannuelles des subventions. Comment est-ce qu'on ose demander des plans d'action, alors qu'il s'agit d'aller écouter, découvrir, se déplacer? Parce que les découvertes culturelles, c'est aller d'étoile en étoile, comme l'écrivit Marcel Proust. Mais ça vaut pour les endroits où nous ne sommes pas. Ce n'est pas seulement les découvertes. [...]

Christine Mahy (CM):

Aujourd'hui, il est important de bien comprendre le processus d'éducation permanente et ses textes pour ne pas se laisser piéger, se laisser entraîner dans quelque chose qui n'a pas de légitimité, mais qui risque d'arriver si l'institutionnel veut toujours plus normer. Avoir l'intelligence de s'allier et de se

parler pour créer ce rapport de forces, pour résister avec l'objectif de combattre la tendance à la technocratie qui arrive dans le secteur et qui est déjà largement répandue ailleurs. [...]

Dans notre société, les modèles généralisés sont de plus en plus utilisés pour évaluer avec des tableaux et des chiffres alignés, comme par exemple la lutte contre la pauvreté. On s'inquiète surtout si une enveloppe réservée n'a pas été utilisée, mais surtout de la manière dont on va expliquer et justifier cet oubli.

L'éducation permanente doit mener une résistance forte là où elle a la puissance de sa mission et de sa définition initiale pour le faire, pour se défendre, mais aussi pour impacter les autres systèmes dans la société aux autres niveaux de pouvoir et empêcher cette manière de voir se répandre. Nous sommes de plus en plus avec des travailleur·ses qui sont dans des bureaux, derrière un ordinateur; ils et elles ont appris à faire des grilles, mais ne savent plus ce que c'est la réalité des gens sur le terrain. [...]

Donc, il faut se parler et faire des alliances. En tant que professionnel·les, mais aussi en tant que témoins du vécu militant, nous n'avons pas nécessairement envie de l'entendre; or nous devons entendre ce qui modifie les regards. La question c'est comment fait-on quelque chose en réseau? [...]

Intervention:

En tant que travailleur·ses et formateur·rices socio-culturel·les, nous avons une position qui nous donne un certain confort. En effet, nous avons beaucoup à perdre dans une société où nous sommes tous et toutes avec la crainte du chômage. La prise de risque de se mettre en bras de fer constitue donc une crainte qui immobilise, au-delà d'abord de la crainte des gens qui ne connaissent pas le rôle des institutions et des sources culturelles. Le décret Centre culturel de 2013 permet de partir du territoire vécu; il nous dit *“Vous devez parler avec les gens. Vous devez déterminer des enjeux, c'est-à-dire déterminer des choses à transformer sur le territoire avec les personnes. Vous ne devez pas le programmer nécessairement dans le temps, vous devez faire des objectifs séquencés, et vous devez dire quels sont*

vos critères d'évaluation, mais vous le ferez tout seul, en auto-évaluation, vous n'aurez même pas besoin de remplir des grilles”. Le monde de l'inspection a d'énormes résistances face à cette manière de procéder, car ils veulent ramener des grilles de l'administration, dans le monde des centres culturels. [...] Parce qu'en fait c'est beaucoup plus compliqué que de programmer des spectacles.

JB:

Ce décret Centre culturel ouvre des possibles, il faut les saisir pleinement, et effectivement rien n'est jamais gagné, parce que des projets conçus peuvent être détournés dans une autre logique. Pour moi, l'essentiel est d'éviter le taylorisme dans le temps, fixer des étapes, auxquelles nous allons ensuite devoir se conformer. [...]

CM:

Depuis 4 ou 5 ans, les témoins du vécu militant sont derrière le RWLP pour revendiquer la suppression du statut cohabitant·e et l'imposer partout. Ce combat s'est progressivement répandu, et maintenant nous ne sommes plus dans l'idée qu'il faut faire une campagne d'année pour agir en lien avec les dossiers EP. (..)

Nous sommes au-delà de la campagne d'année, nous sommes arrivés·es à politiser le propos suffisamment pour dire que toutes les organisations doivent s'allier pour essayer de porter ce combat jusqu'à ce qu'il aboutisse véritablement aux élections 2024.

On peut à la fois respecter le cadre du décret EP, avec une campagne d'année, et à la fois, on peut continuer à mettre tous et toutes un peu d'énergie, pour faire que ce combat continue d'avancer. Dans le cas de la campagne sur la suppression du statut de cohabitant·e, une journée d'audition parlementaire au niveau fédéral a été organisée pour la première fois, avec notamment Ariane Estenne du MOC et Sarah de Liamchine du PAC, le RWLP et la Fédération des CPAS: les interpellations, les contacts et cette campagne ont permis cette réussite.

Ce qui était interpellant était le dépiautage de cette proposition par les parlementaires: il fallait leur garantir que la suppression du statut de cohabitant·e soit pour tout le monde, à tous les

niveaux, sans créer aucun effet d'aubaine ; garantir que budgétairement, nous étions certains du cout et aussi que cette suppression rapporterait financièrement. Face aux nombreuses interrogations des parlementaires, à un moment donné, je les ai interpellé·es en leur demandant : *«Je serais curieuse de venir assister à certains débats ici, comme ceux où l'on discute pour s'accorder sur les moyens financiers dans le monde de la finance, dans le monde des entreprises, en affirmant les yeux fermés qu'on garantit que ça créera de l'emploi et de voir si on éplucherait à ce point les mesures envisagées pour en démontrer avec certitude le résultat».*

Aujourd'hui, on sait que le statut de cohabitant·e est 100% perdant, même s'il y a 3% d'effet d'aubaine et qu'il y a une petite proportion où il y a une injustice dans la manière de l'appliquer. Mais en tout cas, on va déjà au moins gagner pour 80%, peut-être 90% de la population. Ce com-

bat est aussi très culturel, car on accorde du droit aux plus faibles, en leur rendant ce que l'État leur vole depuis 40 ans, mais cela doit être démontré jusqu'au bout. [...]

On doit donc faire attention à ce que, dans les champs où nous nous trouvons, à savoir la culture ou l'éducation permanente, on ne se laisse pas manger à cette sauce-là. Il y a encore des espaces pour se battre et pour cela, il faut bien connaître les traités et les législations. Il faut aussi expliquer aux gens les espaces de liberté, parce que si l'on veut penser au danger de l'emploi, on peut aussi voir quels sont les espaces de liberté dans ces champs-là. Parce qu'en effet, nous sommes tous et toutes ennuyé·es par ces manières de faire et d'évaluer le travail dans le secteur de la culture et de l'éducation permanente. ■

IV • Sur le terrain: point de vue des associations et des OC du MOC

1. Riposte féministe: ne plus laisser faire, ne plus laisser passer

Manon LEGRAND • Démocratie

Lors d'ateliers de Riposte féministe, Sophie Loisse, animatrice au CIEP du MOC de Charleroi-Thuin, initie des groupes à se défendre contre les agressions de toutes sortes et à reprendre du pouvoir dans les situations de domination. Ces formations à l'autodéfense verbale sont l'occasion de retrouver de la confiance en soi, du pouvoir d'agir et une voix qui compte dans la société.

Ce sont les histoires d'une femme qualifiée d'envahissante par un homme enivré sur la piste de danse parce qu'elle est grande, d'une travailleuse du nettoyage qui ne dispose pas du matériel adéquat, d'une passante d'origine asiatique à qui l'on dit régulièrement «*Bonjour*» en mauvais chinois. Que répondre? Comment tenir tête, résister? Comment se sentir en sécurité? Retrouver la sérénité? Face aux insultes, aux agressions, et d'autant plus quand elles se répètent, on peut rester sans voix. Les blessures engendrées se multiplient alors, creusant parfois une plaie profonde.

Sophie Loisse a décidé de ne plus laisser le dernier mot aux agresseurs ni aux oppresseurs de toutes sortes. Elle a créé des ateliers de «riposte féministe» en vue d'outiller des hommes et des femmes à l'autodéfense verbale, afin de leur redonner le «pouvoir du langage». «*On est souvent désemparé·e quand on nous lâche des insultes ou des phrases blessantes. On ne sait pas quoi dire, on est parfois trop blessé·e pour réagir, et on garde la colère en nous*», a pu observer Sophie Loisse, décidée à s'autoriser la riposte et à défendre l'accès à ce droit pour un maximum de personnes, avec une attention particulière pour celles à qui la parole est systé-

matiquement coupée, voire déniée, et leurs résistances balayées.

Riposter, une histoire féministe

La riposte féministe s'inscrit dans une histoire. Au début du XX^e siècle, les suffragettes s'exercent à la *self defense*. Face à la répression de l'État et l'hostilité publique, elles n'ont pas d'autres choix que de rendre les coups, littéralement. L'autodéfense féministe comme on l'appelle aussi n'est pas que physique. Elle englobe tout un champ de réappropriation de ses sensations et de ses émotions. Il s'agit avant tout pour les femmes de prendre conscience qu'elles ont le droit –l'accès– à la riposte, physique et verbale.

Des associations belges, comme Garance ou le Collectif contre les Violences familiales et l'Exclusion (CVFE), proposent depuis plusieurs années des ateliers d'autodéfense sur ces deux volets. «*À l'altruisme obligatoire, l'autodéfense oppose le droit au souci de soi, qui implique de se respecter soi-même, voire d'apprendre à s'aimer*», écrit ainsi la sociologue française dont le mémoire de recherche a porté sur la pratique de l'autodéfense féministe¹.

¹ A. MILLEPIED, « L'autodéfense féministe : entre travail sur soi et transformation collective », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 36(2), 2017, pp. 50-65.

Un laboratoire d'expérimentation collective

«Mes ateliers sont des laboratoires d'expérimentation collective», explique Sophie Loisse qui ne se considère pas comme «spécialiste», ni ne veut délivrer sa recette toute-faite de l'autodéfense. Les séances se composent à partir de son expérience de femme, de fille d'ouvrier, d'années de militantisme à la JOC (où elle était porteuse du groupe Genre), et s'ajustent avec les personnes et les situations qu'elle rencontre. Avec un outil majeur pour faire prendre la sauce : l'impro – pratique à laquelle s'exerce l'animatrice depuis des années – et les mises en situation. «On s'entraîne sur des cas concrets que les personnes ont vécus. On travaille sur des situations qui peuvent subvenir dans l'espace professionnel, privé ou dans la rue (...) Les personnes jouent les deux rôles, le leur et celui de la personne qui les a agressées. Ce qui implique parfois de mettre le costume de l'agresseur. On voit ce que ça fait d'être dans la peau de l'un ou de l'autre, et on essaye en groupe de décrypter les comportements».

Sophie Loisse organise ses ateliers dans des lieux divers avec différents groupes, des femmes au début, mais pas exclusivement. Elle a ainsi formé des travailleur·ses, des jeunes qui doivent présenter leur TFE, des stagiaires, ... Elle a également pour projet de former un groupe de vigilance, qui a été mis en place dans un centre culturel pour assurer des soirées plus safe pour les femmes. «Je pars de la riposte féministe que je décline et adapte au gré des demandes. Les souffrances sont différentes, mais les outils peuvent être utiles à tous·tes, les ouvriers ayant intériorisé le patronat comme les femmes ont intégré le patriarcat», observe Sophie Loisse.

L'espace se veut sécurisant et bienveillant. «Il faut prendre les gens là où ils sont et comme ils sont. Je veille aussi à ne pas revenir sur des épisodes trop récents pour ne pas risquer de raviver une blessure trop récente».

« On réagit si on veut » : le pouvoir émancipateur de la parole

«Chaque atelier démarre par une explication de ce qui se passe dans le cerveau quand on vit un stress». Et d'insister sur le fait qu'il n'y pas une et une seule manière de se défendre : «Donner la possibilité aux personnes de riposter ne signifie pas qu'elles doivent à tout prix riposter. On réagit si on le souhaite», souligne Sophie Loisse. Elle concède que «son cerveau reptilien est un lutteur» et elle aura tendance à jouer sur l'humour, l'ironie, à dire «Oui, oui» quand on la traite de grosse dans la rue. Les ripostes sont aussi multiples que le sont les situations et les personnes.

À côté de ce «pouvoir du oui», elle relève aussi la force du non. Non, si on n'a pas envie. Non, si on se sent en danger. Dire non, par exemple, à un employeur abusif : «J'ai travaillé à l'époque dans des cellules de reconversion. J'aidais les jeunes à se présenter pour un boulot : comment prendre la parole, savoir répondre quand il y a un rapport de forces, comment parvenir à dire des choses sans prendre de risques». Cela passe par des mots – mis en phrases ou en questions –, mais aussi par des outils et des réglementations. «J'explique au groupe comment interpellier un syndicat, comment se référer au ROI, comment interpellier UNIA, etc. Je leur rappelle le cadre légal». S'autodéfendre n'est donc pas qu'affaire d'individus, mais aussi de droits et de lois. Il ne s'agit pas seulement d'une histoire comportementale, individuelle, c'est une question sociale.

Pour Sophie Loisse, «la parole est un outil d'émancipation». «L'opportunité de parler est la première chose qu'on dénie aux pauvres. Plus on enlève des mots aux gens, comme on le voit avec la novlangue, plus on leur enlève la possibilité de parler». Elle conclut : «Comment exprimer une violence si tu ne sais pas la nommer ? Nommer une violence c'est déjà se défendre». ■

2. Extrême-droite et racisme : des actions et des jeux pour les faire reculer¹

Malika BOURBOUSE, Coordinatrice nationale du service Diversité à la FEC

L'extrême droite monte et est présente un peu partout en Europe et dans le monde. Mais en francophonie belge, aucun leader charismatique de cette tendance ne fait tache d'huile parmi nos représentants politiques. J'aime à penser que c'est en majeure partie lié à la culture d'éducation permanente qui berce notre territoire et apporte plus de réflexion, d'échange et de sens à notre « citoyenneté ». Cependant, nous ne sommes pas à l'abri des influences que nous subissons de toute part. À commencer par le fait que nous sommes pris en sandwichs entre la Flandre et la France, avec le Vlaams Belang, le Rassemblement national et Reconquête. Malgré sa dislocation, le parti francophone Chez nous d'extrême droite a tenté de récupérer les peurs des natifs belges, en suscitant leur sentiment d'injustice, en leur opposant une immigration qui serait « massive » et une islamisation qui transformerait notre pays.

S'il est un mouvement national qui tient encore toute la Belgique ensemble, c'est l'ACV-CSC. Ce syndicat des verts qui réunit le plus grand nombre d'affiliés belges poursuit plus que jamais son combat contre l'extrême droite. En effet, la responsabilité qu'endosse la CSC de renforcer notre cohésion nationale est conséquente. C'est pourquoi le service Diversité de la CSC s'est fixé la mission ambitieuse de rentrer dans les entreprises

pour mobiliser sur la question du racisme et des discriminations.

Point de départ : une campagne sur le racisme en entreprise

Tout a commencé avec une campagne sur le racisme structurel, *Raciste malgré moi*, chapeautée par le CIEP national. Des actions concrètes, sur le terrain, devaient émerger de cette initiative. Déjà occupés sur une autre campagne nationale CSC contre le racisme intitulée *Osez réagir*, le service Diversité était d'abord perdu et ne voyait pas clair dans la façon d'opérationnaliser de nouvelles « actions ». Finalement, nous avons décidé pour la première fois de quitter notre zone de confort. Au lieu de proposer des campagnes générales, clés sur porte à l'ensemble des entreprises et organisations, il était temps de rentrer dans leurs réalités et d'y apporter des solutions efficaces, sur mesure. Les délégués d'une trentaine d'entreprises wallonnes et bruxelloises se sont lancés dans l'aventure et ont coconstruit avec les permanentes diversité des engagements formels, des enquêtes à destination du personnel, des campagnes d'affichage faisant écho à de réelles problématiques de discriminations ou de racisme sur leur lieu de travail, etc. Il en ressort davantage de cohésion entre le personnel, une meilleure visibilité de ce que les délégués font pour eux, et surtout de nouveaux défis à relever pour les années à venir.

¹ Article publié dans *L'Esperluette* : Malika BOURBOUSE, « Extrême-droite et racisme : des actions et des jeux pour les faire reculer », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°117, juillet-septembre 2023, pp. 16-17 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2023/Esper117.pdf

Par exemple, chez Twindisc à Nivelles, entreprise de métallurgie, la délégation a lancé une campagne d'affichage contre le racisme. La partie des travailleur·ses issues d'une immigration visible (couleur de peau, yeux bridés, etc.) sont venues les remercier d'enfin mettre le focus sur cette réalité qu'ils et elles subissent au quotidien, en souriant poliment face aux blagues des collègues. Le restant du personnel est venu interpeller les délégué·es, intrigué·es par cette campagne étant donné « qu'il n'y a pas de racisme dans leur boîte ». Ce genre de contraste entre les réalités est précisément notre point de départ pour faire bouger les choses.

Nous avons pris le temps de découvrir les univers de ces délégations et de leur lieu de travail afin de dégager des actions concrètes pour faire reculer les discriminations et le racisme. Le 21 mars 2023, sur la Place du Luxembourg, toutes ces délégations se sont vues remettre un Award, les félicitant pour leur courage et leur détermination face à un fléau qui nous concerne toutes et tous. Ces initiatives ne sont que le premier domino poussé d'une série. D'année en année, nous allons poursuivre notre implication auprès de nombreuses délégations sur ces questions.

Un escape game sur l'extrême droite

Mais le service Diversité n'en est pas resté là. La lutte contre les nombreuses manipulations de l'extrême droite devait se poursuivre car les enjeux des élections européennes, fédérales et régionales de juin 2024 seront cruciaux pour notre avenir et pour notre démocratie. Conscientiser l'ensemble du personnel de la CSC, mais aussi ses délégué·es et ses militant·es avec des outils percutants et innovants nous est apparu fondamental.

Début juin, un escape game sur l'extrême droite a été imaginé dans le cadre d'une journée de formation à destination de 160 délégué·es de Tournai. Dès leur arrivée, ils et elles ont été accueilli·es par les permanent·es Diversité, Migrants et de Tournai en tenue antitoxique et avec des masques à gaz sur le visage. Après un rapide mot d'accueil, une bande audio retentissait dans toute la salle.

Il s'agissait d'une voix modifiée, robotisée, qui annonçait « *Mesdames et Messieurs, vous avez été infectés par le virus de l'extrême droite. Nous avons exactement 6h30 pour vous dépolluer. Vous allez toutes et tous passer par les districts A-B-C et D où des épreuves vous attendent. Vous disposerez d'un seul joker en cas d'échec à un district et recevrez une clé en fin d'épreuve si celle-ci est jugée réussie. Vous devrez terminer la journée avec au minimum 3 clés, sans quoi vous retournerez dans la civilisation en étant malades. Vers midi, un sandwich décontaminé vous sera remis pour reprendre des forces et affronter les 2 autres épreuves. Bonne chance et puisse le sort vous être favorable !* »

La mine à la fois sérieuse et intriguée des délégué·es en disait long sur la manière dont cet audio venait instantanément de les immerger dans le jeu. Apprendre par le jeu, l'en-jeu, les épreuves, la collaboration et l'échange, par le mouvement, les couleurs, les textures et les émotions, c'est le meilleur moyen d'impliquer les participant·es. Presque tous les types d'intelligence sont ainsi engagés. À l'inverse, toute une journée d'intervenant·es en ex cathedra, c'est le meilleur moyen de rendre une mouche qui vole plus passionnante que les quelques prises de paroles. Certes, l'apprentissage par le jeu demande un plus grand investissement organisationnel en amont. Mais le jeu en vaut largement la chandelle.

Les 160 délégué·es étaient séparé·es en quatre grandes familles : télévision, battants, bienfaiteurs et soulèvement. Chacune de ces familles comptait donc 40 délégué·es, mais il était encore nécessaire de scinder ces familles en 6 plus petits groupes pour qu'ils et elles puissent travailler sur les épreuves. Par exemple, dans la famille *télévision*, il y avait les sous-groupes « *La servante écarlate* », « *Les figures de l'ombre* », « *Casa de Papel* », etc. Des séries et des films qui illustrent parfaitement la lutte contre les trois dominations mises en place par l'extrême droite : sexisme, racisme et capitalisme.

Au sein des différents districts, des tâches précisent leur était soumises. Notamment le district C où se tenaient « *Les valises des migrants* ». Dans un petit sac placé au centre de chaque sous-groupe, il y avait quatre objets symboliques et quatre lettres

retraçant le parcours migratoire d'une ou d'un migrant·e. Ces témoignages réels et poignants ne laissent personne insensible. Il fallait non seulement lire les lettres et découvrir les objets, mais également tracer le parcours parfois périlleux des migrant·es sur une carte géographique, et y coller des gommettes de différente couleur sur base d'un code prédéfini. Par exemple, la couleur orange représente « Viol, violence ». Étant donné que la Guinéenne a été à plusieurs reprises violée en Guinée, il fallait coller une gommette de cette couleur sur le pays. Pour conclure cette épreuve, des questions précises étaient posées par écrit.

Le District D comportait également des objets, mais cette fois 19 objets trônaient au centre de chaque sous-groupe. L'exercice consistait à réassocier chacun de ses objets avec son explication respective, transcrites sur des languettes plastifiées. Par exemple, il y avait une voiture Lamborghini. Celle-ci était à réassocier avec la languette sur laquelle il était inscrit : « *Les syndicats des pays voisins ont beaucoup investi dans la formation politique sur le lieu de travail et en dehors. Par exemple, à l'usine Lamborghini de Turin, il y a une formation obligatoire (!) sur l'importance de la Constitution italienne antifasciste pour tous les employés. Les syndicats y sont très suivis et ont pu faire respecter cette règle grâce au dialogue social. Lamborghini fait figure d'exception à cet égard.* » Ces objets faisaient état de la manière dont l'extrême droite attaque ou influençait le paysage politique dans six pays européens : Belgique, France, Allemagne, Italie, Hongrie et Pologne, mais aussi comment les syndicats de ces pays usaient de stratégies pour faire reculer ces partis du replis et de la haine.

Le 23 mai, une journée de formation sur l'extrême droite se tenait à Mons, pour 200 délégué·es. En tant que responsable francophone du service Diversité, on m'avait confié une mission claire : clôturer cette journée en prononçant un discours marquant et mobilisateur de 20 minutes. Par peur de perdre leur attention, après toute une journée de formation ex cathedra, j'ai préféré accompagner mes propos d'un Power Point très visuel. Depuis, les 39 visuels ont été imprimés et servent d'épreuve à un district. Les participant·es doivent remettre les visuels dans le bon ordre, tout en écoutant le discours marquant.

Habituellement, une partie importante des délégué·es s'éclipsent en moitié d'après-midi lors des journées de formation. Mais le 5 juin, les permanent·es qui encadrent ces activités d'année en année ont constaté avec étonnement que les participant·es étaient presque tous et toutes, si pas tous resté·es jusqu'aux conclusions.

Que ce soit en menant des campagnes, en rentrant dans les entreprises ou en proposant des animations de qualité, nous devons plus que jamais redoubler d'efforts pour faire de l'éducation permanente notre fer de lance. Nous devons nous montrer à la hauteur des défis qui nous attendent et ne pas laisser les citoyen·nes entre les mains de partis manipulateurs, cupides et malveillants.

C'est dans l'adversité que l'éducation permanente se montre la plus combative. ■

3. Lutter contre l'extrême droite: un enjeu « grandeur nature »

Juliano FERREIRA DE SOUZA, formateur de philosophie à l'ISCO-CNE

L'expansion de l'extrême droite est devenue un phénomène politique de portée internationale. Guidée, le plus souvent, par un profond sentiment de haine, l'extrême droite n'est plus un lointain souvenir du passé, mais constitue un phénomène qui met en péril jusqu'aux démocraties considérées comme les plus stables. Née à l'intérieur même du système démocratique, alimentée par des crises de nature représentative et économique, elle s'accompagne d'une dangereuse pratique de désinformation qui trouve une circulation sans restriction sur les réseaux sociaux.

À l'approche des élections de juin 2024 et du risque réel d'accession au pouvoir de l'extrême droite en Belgique, le travail de sensibilisation et de conscientisation tant de la société civile que des adultes en formation devient une priorité.

Au sein des organisations syndicales, ce travail de mise en garde et de déconstruction critique est mené depuis longtemps. Un investissement dans la formation politique des militant·es, tant dans la communauté flamande, par le biais de l'ACV, que dans la communauté francophone, par le biais de la CSC-Diversité, a été réalisé pour permettre la compréhension et les possibilités d'action face au phénomène politique que représente l'extrême droite¹.

1 Voir le texte éclairant de Luc Impens sur le monde du travail en Flandre et les actions menées par l'ACV [Algemeen Christelijk Vakverbond] dans le cadre de la formation continue: Luc IMPENS, «Quand l'extrême droite s'imimisce sur les lieux de travail», *Démocratie*, n° 12, décembre 2022, pp.2-5 [en ligne] ahttp://revue-democratie.be/index.php?option=com_content&view=article&id=1597:enjeux-syndicaux-quand-l-extreme-droite-s-imisce-sur-les-lieux-de-travail&catid=42&Itemid=131.

Sur ce même front, la CSC Diversité a joué un rôle actif dans la formation et dans la mobilisation des travailleur·euses, en se concentrant sur l'analyse et le décryptage de la discrimination qui sous-tend l'imaginaire et le discours de l'extrême droite.

Invitée à intégrer ce thème dans la formation ISCO-CNE, la responsable du service Diversité de la CSC, Malika Borbouse, a animé une journée en mars 2024 avec un groupe de délégué·es CNE et Transcom. Sous forme d'Escape Game, cette journée fut l'occasion d'une expérience et d'une réflexion collective, qui a donné aux participant·es l'opportunité de réfléchir à leur parcours professionnel et syndical face à la menace extrémiste qui s'installe en Europe. Elle s'inscrit dans une démarche plus large de sensibilisation du CIEP au sujet du racisme structurel et aux différentes formes de discrimination, avec une attention particulière à la dimension du travail en entreprise².

Voir aussi l'étude *De vakbonden in Europa tegen extreemrechts: elementen in kaart gebracht*, qui présente l'évolution de la question en Europe [en ligne] www.hetacv.be/docs/default-source/acv-csc-docsitemap/5000-over-het-acv-a-propos-de-la-csc/5230-publicaties-publications/5240-folders-en-brochures-brochures/5310-diversiteit-discriminatie-migratie-diversiteit%20C3%A9/pdf_brochure_de-vakbonden-in-europa-tegen-extreemrechts_16062023.pdf?sfvrsn=c2e87b3e_6

2 L'article écrit par Malika Borbouse montre la genèse du projet et son inscription dans un effort global de l'ACV-CSC pour sensibiliser à la discrimination et à l'autoritarisme politique. Voir Malika BORBOUSE, «Extrême droite et racisme: des actions et des jeux pour les faire reculer», *L'Esperluette*, n° 117, 2023, pp.16-17. Par ailleurs, en 2021, le CIEP a développé une campagne intitulée *Racisme structurel*. Pour en savoir plus: www.ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-38/campagne-2021-racisme-structurel.

Le jeu, au cœur de l'apprentissage en réseau

D'entrée de jeu et avec des bandes sonores, l'animatrice invite toutes les participant·es à une expérience collective d'immersion, qui consiste en un jeu «grandeur nature» et cherche à explorer, à travers une expérience ludique, des aspects pédagogiques qui ne pourraient être sollicités autrement. Comme l'explique Malika Borbouse, «*L'apprentissage par le jeu, l'en-jeu, la surprise, la collaboration et l'échange, par le mouvement, les couleurs, les textures et les émotions, est la meilleure façon d'impliquer les participant·es, car tous les types d'intelligence sont concernés*».

Parmi les nombreuses étapes de l'animation, il convient d'en décrire quelques-unes pour donner une idée du ressenti et de l'horizon d'action syndicale qu'elle a ouvert à chacun·e des participant·es.

La première activité confronte aux multiples facettes de la discrimination, mettant en lumière comment elle se produit aussi bien dans la sphère privée que dans la sphère publique, dans la famille et au travail. Y faire face est une preuve d'ouverture et de permanente compréhension de la différence. Divisé·es en sous-groupes, les étudiant·es découvrent l'histoire de six personnes, leurs drames avant et après une supposée prise de pouvoir par l'extrême droite. Il s'agit de prévoir ce qui va changer en termes de solidarité et de tolérance au sein de leur vie et de l'ensemble de la société. Ensuite, les étudiant·es ont été invité·es à dénoncer les préjugés et à formuler des réponses et des arguments aux agressions symboliques qui traversent nos vies. Qu'il s'agisse de propos racistes, d'analyses économiques biaisées ou de programmes politiques qui criminalisent l'immigration, tout est soumis au crible des participant·es qui réfléchissent ensemble à la manière de répondre à ces agressions.

L'idée centrale est de favoriser la réflexion sur des actions collectives visant à éviter la banalisation et la diffusion, dans l'espace public, de préjugés et discriminations, parfois structurels, qui tendent à devenir invisibles au quotidien.

Ce premier moment permet de comprendre quels sont les scénarios possibles et les interventions normatives que l'extrême droite mettra en œuvre une fois arrivée au pouvoir.

«J'ai peur d'avoir des rêves qu'on risquera de m'interdire surtout des beaux rêves de ce mélange multiculturel qui est enrichissant pour tout individu confondu»
(Claude Ferret)

Après la description de scénarios possibles, on comprend mieux comment les modes opératoires d'une montée de l'extrême droite dans le système politique auront un effet sur la vie de chacun·e.

«Il faut empêcher l'extrême droite de monter au pouvoir. Ce ne sont pas leurs idées qui vont rendre la vie meilleure aux citoyens. Tout au contraire, cela servira à détruire la diversité, à détruire la sécurité sociale et tous les acquis que nous avons eus avec de longues luttes.»
(Ruhi Tuloglu)

Ne rien laisser passer

En sous-groupe, nous travaillons ainsi le «*renforcement sur le fait de ne rien laisser passer, y compris sous couvert d'humour*», comme le rappelle la formatrice Valérie Ska, qui pointe l'importance de disposer d'une structure d'envergure nationale, comme les syndicats, qui offre le support et les conditions d'une réflexion constante sur l'action collective face à la menace de l'extrême droite.

En essayant de formuler une position de résistance aux préjugés inscrits dans la vie quotidienne et dans les programmes politiques de l'extrême droite, les participant·es sont amené·es à dialoguer directement avec des personnes et des idées dont les opinions reproduisent de vieux stigmates et préjugés, et les doutes et les impasses qui découlent de cette situation ne sont pas évidents. Que dire à quelqu'un qui exprime publiquement ou dans le milieu professionnel des propos haineux à l'encontre des relations homoaffectives? Ou qui rejette toute forme d'immigration en la rendant responsable du déclin moral et économique de la société?

Au cours du jeu, les étudiant·es sont amené·es à réfléchir collectivement à la manière de réagir, de formuler des arguments et des raisons susceptibles d'affronter le discours autoritaire. Un blocage se présente auquel chacun·e d'entre nous a certainement déjà été confronté·e, à savoir comment affronter des positionnements politiques basés davantage sur l'émotion – souvent la haine –, et non sur la raison.

Michel Dumoulin exprime cette impasse: «*Face à des slogans simplistes et de l'émotion, il est très difficile d'opposer des arguments qui eux restent dans le domaine du rationnel, notamment pour déstructurer le discours et le mettre à plat*».

Pourtant c'est bien dans la formulation raisonnée que les étudiant·es sont encouragé·es à trouver le fondement de leurs positions, à l'appui de données historiques, économiques et statistiques capables de démonter la machinerie extrémiste.

«Il faut continuer à rappeler les méfaits et les actions de ces partis extrémistes et de leurs dangers s'ils deviennent majoritaires au niveau national et européen»
(Philippe Bruyère)

Face aux témoignages de migrant·es

Un autre moment de la journée, probablement le plus émouvant, fait découvrir des témoignages de réfugié·es, interviewé·es par la formatrice elle-même. En les lisant, les participant·es remplissent une carte sur laquelle sont coloriés les lieux traversés par ces réfugié·es en fonction des expériences vécues. Ce que ce parcours de fuite et d'exil raconte est bouleversant, et l'empathie pour ces vies s'installe dans les groupes, tout au long du jeu, remettant en question les images préconçues qui existent sur l'exil et l'immigration. Personne ne reste indifférent après avoir entendu les violences et les préjugés auxquels il·elles ont été exposé·es dans leur quête de meilleures conditions de vie.

«Quand on lisait les textes, on vivait les histoires»
(Ruhi Tuloglu)

Il était possible de ressentir la peur, l'angoisse, l'absence de famille et l'incompréhension. Cette étape forte de l'animation a transformé notre sensibilité et a permis de réfléchir et de se projeter. En lisant ces histoires, nous avons vu nos propres rêves et notre propre humanité dans le miroir, et nous avons certainement élargi notre conception de la solidarité.

Face à l'engagement émotionnel

Alors que le projet politique de l'extrême droite devient plus clair en ses multiples déclinaisons, une question se pose: comment la société permet-elle de tels mouvements de s'immiscer dans les entrailles de la démocratie, avec, sinon le soutien, du moins la complicité de divers secteurs de la société? L'extrême droite cherche à se hisser au pouvoir tout en critiquant ses structures et le statu quo des institutions politiques. Un exemple frappant est la montée populiste et extrémiste de facto dans les Amériques, qui montre comment la désinformation impose un blocage dans le processus de construction collective de la démocratie. Selon les études sur le phénomène contemporain de la désinformation numérique, l'une des pratiques récurrentes des mouvements d'extrême droite est ce que l'on appelle l'ingénierie du chaos. Cela signifie la diffusion systématique de désinformation, visant à produire un sentiment de désordre et de disruption sociale, qui finit par ouvrir la voie à l'extrême droite vers la prise du pouvoir³. La communication individuelle et ciblée résultant de l'élargissement des réseaux sociaux, et la manipulation de l'opinion que cela permet, rend possible la diffusion d'une réalité symbolique dans laquelle règne le chaos et opère le désordre, générant ainsi un constant «*sentiment de catastrophe sociale*»⁴. Il ne s'agit pas seulement de disséminer l'idée d'une société fragmentée, menacée par les dérèglements d'une immigration de masse, par exemple, et qui remettrait en cause la stabilité économique et les

3 Voir Giuliano DA EMPOLI, *Les ingénieurs du chaos*, Paris, Folio, 2023 [2019].

4 L'idée vient du philosophe allemand Theodor W. Adorno, qui a cherché à analyser les caractéristiques du parti Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD) à la fin des années 1960: Theodor W. ADORNO, *Le nouvel extrémisme de droite*, Paris, Climats, 2019, p. 25.

identités nationales. Ce qui opère réellement à partir de ces bulles de filtres, qui se nourrissent les uns des autres, tout en s'isolant de la différence, c'est une persuasion opérée par la mobilisation des affects. Le plus souvent, il s'agit de la colère, qui se construit par rapport à une altérité, à l'«autre», l'ennemi interne ou externe – le plus souvent, l'immigré·e vorace qui viendrait usurper le système de sécurité sociale local⁵. L'engagement émotionnel est tel que toute forme de persuasion rationnelle devient inefficace. L'extrême droite a compris assez tôt que la construction de la représentation sociale d'un collectif fonctionne en partie comme un circuit d'affects, et n'a pas hésité à opérer une sorte de gestion sociale de la peur pour mobiliser les cœurs et les esprits⁶.

Vers la construction d'une représentation sociale

Après l'expérience collective de l'animation de l'Escape Game et la prise de conscience des processus de disruption opérés par l'extrême droite, deux observations ont particulièrement fait écho dans les sous-groupes.

D'une part, la remarque selon laquelle une partie de la perméabilité de l'extrême droite est due à l'oubli de la sécurité sociale en tant qu'acquis historique. La perte d'un horizon historique serait donc l'une des causes partielles de perméabilité à tout discours qui cherche à aplatir la solidarité sous la justification d'un supposé dynamisme économique.

D'autre part, et dans la même veine que l'insistance sur la centralité de la perspective pédagogique, il y a une prise de conscience collective de la nécessité de disposer d'espaces de formation qui permettent d'analyser les enjeux politiques et sociaux des régimes extrémistes. En effet, pour

Alain Maumert, introduire dans la formation syndicale, une étude critique de l'extrême droite «*serait un bon sujet dès la première année*» et montrerait ainsi l'importance de cette thématique en tant que perspective privilégiée pour penser l'ensemble des thématiques abordées dans la formation ISCO-CNE.

Ce ressenti témoigne d'une demande de réflexion sur les problèmes qui servent de substance au discours impétueux que l'extrême droite tente de détruire. Le recul et la discussion commune sur les vrais problèmes auxquels les gens sont confrontés aujourd'hui sont des pratiques nécessaires d'apprentissage en réseau et d'immunisation. L'animation variée proposée par le service Diversité de la CSC a montré une voie de travail collectif, s'inscrivant dans l'effort de fond du mouvement social et ouvrier.

Dans le même sens, déjà en 2005, Christian Boucq et Marc Maeschalck appelaient à la réalisation d'une instance de concertation et d'un engagement coopératif comme voie pédagogique de préparation face aux avancées de l'extrême droite. Face au blocage culturel et à la confiscation de l'espace public par des formes réductrices d'analyse sociale, ces auteurs ont préconisé une action qui, compte tenu de la pluralité des modes de manifestation de l'autoritarisme, est une solution concertée avec un réseau de citoyenneté, et qui porte donc la marque d'une action collective et démocratique⁷.

Toutes ces propositions visent le même objectif : construire ensemble une représentation sociale capable de répondre aux attentes démocratiques, tout en empêchant la réalisation et la mise en pratique de la genèse et de la circulation d'idées discriminatoires, visant à la prise de pouvoir par l'extrême droite. En phase avec cette approche, l'animation du service Diversité de la CSC a permis aux participant·es du groupe ISCO-CNE de bénéficier d'une journée entière dédiée au partage et à la recherche collective de pistes d'action possibles. ■

5 Luc Impens cherche à démasquer la rhétorique mobilisée par l'extrême droite dans sa tentative de s'imposer dans le monde des affaires et du travail en Flandre. Selon lui, la perspective de ces mouvements en matière de sécurité sociale est fluctuante. Plus précisément, le Vlaams Belang a adopté ce qu'Impens appelle le «*nativisme social*», qui n'est pas ouvertement libéral, mais ne considère pas non plus la sécurité sociale comme un droit universel. Voir Luc IMPENS, *op.cit.*, p. 3.

6 Pour une analyse plus détaillée de cette idée de mobilisation affective, voir : Vladimir SAFATLE, *Le circuit des affects : corpus politique, détresse et la fin de l'individu*, Paris, Le bord de l'eau, 2020.

7 Christian BOUCQ et Marc MAESSCHALCK, *Démons l'extrême droite*, Mons, Couleurs livres, 2005, p. 60.

4. *Be Creative*. Reprendre la parole par la créativité

Manon LEGRAND • Démocratie

Le projet *Be creative ! - Enhancing soft skills while performing - Soyez créatifs ! - Développer les compétences comportementales lors d'interprétations artistiques* - s'est déroulé de 2021 à 2023 dans plusieurs pays européens. Son objectif était de promouvoir l'utilisation d'activités culturelles dans des contextes de formation traitant de l'insertion d'adultes vulnérables.

Découverte avec Géraldine Desmecht, en charge du projet pour le CIEP-MOC WAPI.

Quel était l'objectif du projet ?

Le projet *Be creative ! - Encourager les compétences transversales par le biais d'activités culturelles* visait à remobiliser et resocialiser des adultes vulnérables via des activités culturelles.

Le terme anglais « *soft skills* » définit des traits de caractère ou des aptitudes interpersonnelles qui affectent la capacité à travailler et à interagir avec les autres. Il s'agit par exemple d'analyser et de traiter l'information, d'agir de manière indépendante et faire preuve d'initiative, mais aussi de pratiquer du respect et de la considération pour les autres personnes, de collaborer avec elles au sein d'équipes et de réseaux, etc.

Ce projet a débouché sur plusieurs outils, lesquels ?

Nous avons élaboré plusieurs outils avec plus de 120 adultes et professionnel·les de l'éducation, à

partir du terrain et en croisant nos expériences. Ils sont aujourd'hui disponibles en différentes langues (anglais, espagnol, estonien, français, grec, norvégien et turc).

Quatre outils ont également été créés dans le cadre du projet *Be creative*.

Il s'agit tout d'abord du *Kit de formation*, qui comprend des ressources pratiques, des méthodes, des approches et des supports pédagogiques, afin d'équiper les professionnel·les pour leurs activités d'enseignement dans des contextes formels, non formels et informels.

Ensuite, le *Manuel du formateur* propose des concepts de base, des définitions et des approches méthodologiques innovantes pour utiliser l'art et la culture dans des salles de classe et dans des environnements d'apprentissage non formels et informels. Il contient également des conseils pour optimiser l'utilisation du kit de formation et ses ressources, mais aussi pour contribuer à la mise en œuvre d'un programme de formation cohérent et efficace.

Le troisième outil est *Les parcours de formation des apprenant·es*. Ce guide des parcours de formation est adapté aux besoins des bénéficiaires et offre la possibilité de faire valoir leur expérience, leurs compétences et leur développement professionnel, sous la forme d'un portfolio. Ce portfolio pratique est disponible en ligne.

Enfin, la mise en ligne d'une plateforme numérique destinée aux stagiaires et aux formateur·rices qui a pour but de sensibiliser ces publics et de développer leurs connaissances rela-

tives à l'utilisation d'activités culturelles dans la formation, grâce à des éléments d'apprentissage interactifs.

Il faudra veiller à accompagner certaines personnes en situation de fracture numérique pour accéder à cette plateforme.

Quel a été votre apport dans ce projet ?

J'ai été chargée de ce projet après avoir suivi le projet *Neets* en Wallonie Picarde.

Les Neets – pour «*Not in Employment, Education or Training*» – désignent les jeunes qui ne sont ni au travail, ni aux études, ni en formation. Les Neets sont des personnes très isolées, à qui il est important de laisser la parole.

Ce projet par et pour les jeunes de 18 à 25 ans avait pour objectif de les accompagner à se réapproprier leur parcours et à redéfinir leurs projets, via la création culturelle telle que celle pratiquée dans des ateliers radio ou photo.

Le projet a duré trois mois et les objectifs diffèrent selon chaque jeune. Certain·es ont le projet de se réinscrire à l'école ; pour d'autres, il s'agit d'arriver à l'heure aux ateliers.

Avez-vous un exemple d'activité testée sur le terrain et aujourd'hui dans le manuel ?

Nous avons organisé un atelier photo afin de réfléchir aux problèmes qui sont présents en ville, de les capturer en photos en noir et blanc sur lesquelles dessiner en couleur des solutions possibles. Cela a inspiré un atelier repris dans le Kit.

Cet atelier permet de développer plusieurs compétences comme celles de réfléchir à une problématique locale, d'exprimer ses idées, de les retranscrire ensuite en photos, mais aussi de réfléchir à des pistes de solutions.

Pour en savoir plus sur le projet *Be creative* : <https://becreativeproject.eu/> ■



En guise de conclusion: • éducation permanente, créativité et démocratie

Dominique DECOUX (Présidente du CIEP-MOC)

La démocratie est certainement le défi majeur d'aujourd'hui. Elle est en danger. Beaucoup n'y croient plus ou n'y sont plus attachés. Partout en Belgique, en Europe et dans le monde, les partis conservateurs, voire populistes, gagnent du terrain. Comment va-t-on prendre des décisions pour sauver la planète et le vivant, pour venir à bout des inégalités qu'accentue encore l'avènement du numérique, pour tous les enjeux fondamentaux des années qui viennent si une partie de plus en plus importante de la population n'a plus confiance dans ses représentantes : politiques, syndicaux, voire associatifs ; si elle n'a plus confiance non plus dans les institutions qui fondent cette démocratie, notamment la justice, les médias, ... Comment réinventer la démocratie de manière à ce que les classes populaires puissent se sentir entendues, parties prenantes des décisions ?

L'éducation permanente ou populaire est une des voies possibles pour reconstruire cette confiance. En effet, l'éducation permanente part des réalités vécues au jour le jour par les femmes et les hommes pour construire une vision du monde alternative, du sens commun, de l'analyse commune, de l'action collective, bref, de la culture. Une telle dynamique exige du temps, au risque de tomber dans les travers contre lesquels elle lutte, notamment les analyses simplistes, la recherche de boucs émissaires, mais aussi une démarche qui serait imposée du haut sans véritable lien avec le ressenti des populations, leurs besoins et aspirations. Au sortir de la crise Covid, durant

laquelle les activités culturelles ont longtemps été interdites, Ariane Estenne, présidente du MOC, avait témoigné devant la Commission Culture du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles en ce sens : « *Donner sens à la vie en commun, dans la complexité de nos sociétés, demande du temps pour exprimer le sens profond des contradictions, les analyser et en délibérer, toutes et tous, par les voies et moyens d'une démocratie continue, d'une démocratie approfondie, d'une démocratie culturelle* ». Ces trajectoires d'éducation populaire doivent être soutenues par des outils, de la pédagogie, de la formation et de la créativité.

La journée d'étude Cultur'Act. Renforcer les capacités citoyennes par la culture et la créativité du 15 juin 2023 qui a inspiré ce Cahier du CIEP a donné un aperçu d'un très riche éventail des possibilités qui peuvent être déployées dans le secteur social et socio-culturel. La créativité est un outil d'éducation populaire qui permet de faire entendre les invisibles, de leur donner voix, mais aussi de s'émanciper par rapport à toutes les dominations (capitaliste, patriarcale, raciale) qu'ils et elles vivent au quotidien. Aussi, parmi les initiatives et expériences qui ont été évoquées, il est intéressant de souligner les manifestations créatives qui permettent d'occuper l'espace public. On peut entendre l'espace public dans un sens institué, délimité, comme un conseil communal ou une salle de théâtre, mais on peut aussi l'entendre dans un sens plus large, comme les rues, les quartiers, les places, les communes. Nos rues, nos quartiers, où il est plus que jamais nécessaire de faire voir

l'invisible, de faire entendre l'inécouté : les effets des inégalités subis par les classes populaires, toutes ces réalités de vie qui passent trop souvent sous les radars de la décision publique. Nos rues, nos quartiers, qui sont de plus en plus soumis à la privatisation : du mobilier urbain accaparé par la publicité jusqu'à la vente de lotissements entiers à des investisseurs financiers détachés trop souvent des besoins des milieux populaires.

La journée d'étude s'est déroulée en juin 2023, à la veille d'une année d'élections à tous les niveaux en Belgique : local, régional, fédéral et européen. Pour le monde associatif, pour un Mouvement social comme le MOC, le temps des élections est bien sûr le temps de la construction des plai-

doyers, mais c'est aussi un moment important de pédagogie autour des enjeux de la démocratie, un temps de sensibilisation, d'écoute et d'expérimentation citoyennes avec nos publics.

Cependant, les élections ne sont jamais non plus l'aboutissement ni l'expression principale de la démocratie. Pour en favoriser la pratique, il nous faut aller partout où nous pouvons rencontrer nos publics et dans l'espace public au sens large. Occupons la rue pour y remettre du réel – le réel de nos vies – et du débat public. Misons sur la créativité et les dynamiques artistiques pour aider à dire, à voir, à réfléchir, à réagir, à confronter nos points de vue, nos visions et nos rêves d'un monde plus juste! ■



Pour en savoir plus : aperçu bibliographique

Sitographie

Culture et démocratie www.cultureetdemocratie.be/
RTA www.intermag.be/

Le grain. Atelier de pédagogie sociale www.legrainasbl.org/

Publications

Jeux, prérequis à la lecture et neurosciences, 1001 idées pour enrichir sa pratique en alphabétisation, Bruxelles, Centre de Documentation du Collectif Alpha asbl, 2019.

Chantal BARTHELEMY-RUIZ, *Le jeu et les supports ludiques en formation d'adultes*, Les Éditions d'Organisation, 1995.

Sylvie VAN LINT, *Jeu et compétences scolaires*, Louvain-La-Neuve, Éditions De Boeck, 2016.

Dossiers et articles

« *Théâtre politique et spect-acteurs* » (Dossier), *Carnet pédagogique de Antipodes*, ITECO, n°25, novembre 2024 (en ligne) www.iteco.be/revue-antipodes/mediation-culturelle-et-artistique/

« *L'insertion socioprofessionnelle contre la précarité* » (Dossier), *Secouez-vous les idées*, CESEP, n°128, juin 2024.

« *Médiation culturelle et artistique* » (Dossier), *Antipodes*, ITECO, n°218, 2024 (en ligne) www.iteco.be/revue-antipodes/mediation-culturelle-et-artistique-218/

« *Qu'espère-t-on encore de la culture ?* » (Dossier), *En question. Sens & engagement*, AVEC Asbl, n°147, hiver 2023.

« *ISP, insertion socioprofessionnelle « S » comme socio* » (Dossier), *Secouez-vous les idées*, CESEP, n°126, mars 2023.

« *Art et éducation permanente* » (Dossier), *Contrastes, Equipes populaires*, juillet-août 2022 (en ligne) www.equipespopulaires.be/wp-content/uploads/2022/10/Art-et-Education-permanente.pdf

« *Cultures et culture* » (Dossier), *Journal de l'Alpha*, Lire et écrire, n°223, 4^e trimestre 2021 (en ligne) https://lire-et-ecrire.be/IMG/pdf/no_223_cultures_culture.pdf

« *Faire culture. Démocratie culturelle* » (Dossier), *Secouez-vous les idées*, CESEP, n°121-123, juin 2020.

« *Intelligence collective. Pourquoi ITECO s'intéresse à l'intelligence collective ?* » (Dossier), *Antipodes-Outils pédagogiques*, ITECO, n°19, novembre 2018 (en ligne) www.iteco.be/revue-antipodes/intelligence-collective/

« *Théâtre-action, théâtre forum, théâtre de l'opprimé ? Faire est la meilleure façon de dire* » (Dossier), *Antipodes*, ITECO, n°222, septembre 2018 (en ligne) www.iteco.be/revue-antipodes/theatre-action-theatre-forum-theatre-de-l-opprime/

« *Culture, arme de démocratie massive* » (Dossier), *En question. Sens & engagement*, AVEC Asbl, n°118, juillet-septembre 2016.

« *Culture et lutte contre la pauvreté* » (Dossier), *Le Journal de Culture & démocratie*, n°46, juin 2016 (en ligne) www.cultureetdemocratie.be/uploads/2020/11/CD42-interactif-4.pdf

« Culture et travail social » (Dossier), *Le Journal de Culture & démocratie*, n°35, juillet 2014 (en ligne) www.cultureetdemocratie.be/uploads/2020/11/Journal_35-3.pdf

«*Au(x) sujet(s) des droits culturels* », Bruxelles, CIEP Asbl, 2014 (coll. Cahiers CIEP, n°18) (en ligne) www.ciep.be/images/publications/CahierCIEP/Cah.Ciep18.pdf

« Culture et travail social. Réenchanter le social » (Dossier), *Travailler le social*, n°45-46, 2013.

«*L'accompagnement social dans l'insertion socio-professionnelle* » (Dossier), *Travailler le social*, n°8, 1994.

«*PARTicipation citoyenne* » (Dossier), *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°75, janvier-mars 2013, pp. 4-12 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2013/esper75.pdf

«*Quelles politiques d'inclusion sociale dans une société qui exclut* », Bruxelles, CIEP Asbl, 2012 (coll. Cahiers CIEP, n°13) (en ligne) www.ciep.be/images/publications/CahierCIEP/Cah.CIEP13.pdf

«*Sur les planches du théâtre-action* » (Dossier), *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°71, janvier-mars 2012 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2012/Esper71.pdf

«*Travail culturel, service essentiel : Un secteur professionnel sous pression* » (Dossier), *Revue Politique*, n°117.

Lahcen AIT AHMED, « L'Art pour repenser et représenter le monde » (Fiche pédagogique), *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°90, octobre-décembre 2016 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/F.PedEsper90.pdf

Jean BLAIRON, « Penser l'articulation « cultures/économies » pour lutter contre la marchandisation de la culture et freiner la culture de la marchandisation », *Intermag*, RTA, octobre 2022 (en ligne) www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2019m12n2.pdf

Jean BLAIRON, « Désobéissance et projet socio-artistique : une articulation à interroger », *Intermag*, RTA, décembre 2019 (en ligne) www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2019m12n1.pdf

Jean BLAIRON, « Pratiques culturelles et artistiques : quelle place dans la lutte pour la réduction des inégalités ? », *Intermag*, RTA, juillet 2023 (en ligne) www.intermag.be/analyses-et-etudes/culturel/758-pratiques-culturelles-et-artistiques-quelle-place-dans-la-lutte-pour-la-reduction-des-inegalites

Laurence BLÉSIN, « Pas de démocratie participative sans démocratie culturelle », *Démocratie*, MOC, avril 2018 (en ligne) www.revue-democratie.be/index.php?option=com_content&view=article&id=1304:as-de-democratie&catid=36&Itemid=134

Malika BORBOUSSE, « Une vidéo légère et percutante sur les discriminations au travail », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°114 (2022), pp. 14-15 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2022/Esper114.pdf

Geneviève CABONI, « Les Colibris du logement : du théâtre-action à Malmedy », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°108 (2021), pp. 15-17.

Thomas CHARDOME, « Des contes pour changer les mentalités », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°96, 2018, p. 12-13.

Martin COCLE, « Le jeu en éducation permanente : Quelles cartes en main ? », (Fiche pédagogique), *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°63, janvier-mars 2010 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/F.Ped.Esper63.pdf

T. COOPENS, « Des jeux pour coopérer », *Contrastes* (Dossier pédagogique des Équipes Populaires), n°127, juillet-août 2008.

Sophie COSME, « Les jeux de société pour mobiliser des compétences » (Fiche pédagogique),

L'Esperluette, CIEP Asbl, n°116, avril-juin 2023 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/FPedEsper116.pdf

Sophie COSME, « La créativité pour organiser et structurer ses idées » (Fiche pédagogique), *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°114, octobre-décembre 2022 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/FPedEsper114.pdf

Els DE CLERCQ, « Arts & Alpha, l'intérêt des démarches artistiques en alphabétisation », *Échos Bruxelles Laïque*, n°88, 1^{er} trimestre 2015, p. 43 (en ligne) https://issuu.com/bxllaique/docs/bruxelles_laique_echos_2015_01?mode=embed%20&pageNumber=43.

Antonio DE LA FUENTE, « Pourquoi faire appel à des jeux pédagogiques ? Vivre une situation de l'intérieur et la ressentir », ITECO, juin 2008 (en ligne) www.iteco.be/ressources/concepts-grilles-d-analyse-exercices-et-jeux-dont-le-jeu-des-chaises/Pourquoi-faire-appel-a-des-jeux

Charlotte de LEU et Tiffany LESCEUX, en collaboration avec France HUART, « À la conquête du débat dans l'espace public avec le «Porteur de paroles» » (Fiche pédagogique), *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°105, juillet-septembre 2020 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/FPedEsper105.pdf

M. DEMART, « Le jeu comme outil de formation », *Actualité de la formation permanente, Construire outils et jeux de formation*, n°124, mai-juin, 1993, Centre Info, pp. 75-77.

Maxime DOGOT, « Des bombes pour lutter contre la pauvreté », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°102, octobre-décembre 2019, pp. 18-19 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2019/Esper102.pdf

Isabelle DESSAINT et Olivier GREGOIRE, *Développer des compétences en jouant* (Syllabus de formation, matinées ludiques organisées par Ludeo et la CEDD), 2020.

Michel ELIAS, « Pourquoi faire appel à des jeux pédagogiques (interview), ITECO(en ligne) www.iteco.be/Pourquoi-faire-appel-a-des-jeux

N. FLAMENT et S. GILMANN, e.a., « Le jeu en formation » (Dossier), *Zoom 2.0*, ICC Formation & Média Animation, n°48, janvier-mars 2009.

Amaury GHIJSELINGS, « Quand la désobéissance civile devient artistique », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°84, avril-juin 2015), pp. 6-8 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2015/Esper84.pdf

Laetitia GODFROID et Karine NOIRET, « Jouer avec des adultes, est-ce bien sérieux ? Le jeu en Éducation permanente », *Analyse CEFOC*, n°8, septembre 2014 (en ligne) www.cefoc.be/IMG/pdf/analyse_8_2014-2.pdf

A. HONOREZ, « L'outil ne fait pas le formateur », ITECO (en ligne) www.iteco.be/L-outil-ne-fait-pas-le-formateur

Véronique HERMAN et Jeanine DEPASSE, « Pratiquer le récit de vie en Éducation permanente » (Fiche pédagogique), *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°99, janvier-mars 2019 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/FPedEsper99.pdf

France HUART et Manon VOYEUX, « Quand la créativité suscite la prise de conscience féministe », *Recherches féministes, vol. n°31/1 : Pédagogies féministes et pédagogies des féministes*, 2018, pp. 65-82 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/AutresPublications/ProductionsDiverses/2018/C-HUART_VOYEUX.pdf

Louise LAMBERT et Zoé MAUS, « Du théâtre pour agir sur l'oppression » (Fiche pédagogique), *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°113, juillet-septembre 2022 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspeluette/113FPedEsper.pdf

Claudine LIENARD, « Explorer l'espace public pour réduire les inégalités. Paroles de femmes », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°91, janvier-mars 2017, pp. 7-10 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2017/Esper91.pdf

Zoé MAUS « L'arpentage ou le partage collectif du savoir » (Fiche pédagogique), *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°108, avril-juin 2021 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspellette/108FPedEsper.pdf

Coline OLIVIER et Sophie LOISSE, « La radio comme outil d'éducation permanente. Expérience au CIEP Charleroi-Thuin », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°108, avril-juin 2021, pp. 20-21 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2021/Esper108.pdf

Christine PARTOUNE, « Approches ludiques en formation d'adultes », *Tous éducateurs !*, Institut d'Éco-Pédagogie (IEP), janvier 2013 (en ligne) <https://institut-eco-pedagogie.be/spip/spip.php?article408>

Manon PETIT, Stéphane VANDEN EEDE, Laurence GUILLAUME et Claire FOCKEDEY, « S'aventurer dans les ateliers d'écriture en confinement », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°104, avril-juin 2020, pp. 13-15 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2020/Esper104.pdf

www.ciep.be/images/publications/esperluette/2020/Esper104.pdf

Ariane PAYEN, « Ateliers d'écriture et TIC. Retour sur une expérience », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°94, octobre-décembre 2017, pp. 10-11 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2017/Esper94.pdf

Manon PETIT, « Ici l'ombre, une naissance en confinement », *L'Esperluette*, CIEP Asbl, n°106, octobre-décembre 2020, pp. 18-20 (en ligne) www.ciep.be/images/publications/esperluette/2020/Esper106.pdf

Céline ROMAINVILLE, « Communauté française: tour et détour de la démocratie culturelle », *Démocratie*, MOC, novembre 2014 (en ligne) www.revue-democratie.be/index.php?option=com_content&view=article&id=1081:communaute-francaise-tour-et-detour-de-la-democratisation-culturelle&catid=36&Itemid=134

Manon VOYEUX et France HUART, « L'empowerment pour analyser le pouvoir d'agir », (Fiche pédagogique), *L'Esperluette*, n°84, avril-juin 2015 (en ligne) www.ciep.be/images/BoiteAOutils/FichePedagEspellette/F.Ped.Esper84.pdf ■

Avec le soutien



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
CULTURE.BE



Cofinancé par le
programme Erasmus+
de l'Union européenne

de Mouvement Social, scrl

Éditrice responsable : Christine STEINBACH, chaussée de Haecht, 579 – 1030 Bruxelles.